

**POUR VOUS
ABONNER:
647-3333**
Extérieur:
1-800-463-2362

LE SOLEIL



JEUDI 18 MARS 1993

QUÉBEC, 97^e ANNÉE, NO 79
46 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.34 TVQ 0.30 4.04

MONTREAL-OTTAWA 60c PPA TPS TVQ

50c PPA TPS TVQ

LE SPORT



Le Canadien en ville pour défendre le 1er rang

Des fans du Canadien attendaient Jacques Demers et ses hommes, à leur arrivée à Québec hier, pour obtenir un autographe. Joe Sakic admet que le match de ce soir est primordial. **S-2 à S-4**

LE CANADA

L'Ontario pourrait couper 18 000 postes de fonctionnaires

Le gouvernement de l'Ontario pourrait réduire de 20 % — environ 18 000 postes — les effectifs de sa fonction publique d'ici les cinq prochaines années. **A-6**

LE MONDE

On suggère à Eltsine d'éliminer l'opposition

Les conseillers de Boris Eltsine le pressent d'instaurer un régime présidentiel très fort et d'éliminer ainsi l'opposition du Congrès des députés à ses réformes. **A-11**

LA RÉGION

Grève des chauffeurs de la CTCUQ évoquée pour l'automne

Le syndicat des chauffeurs de la CTCUQ a en main un vote de grève de 96 %, mais veut donner une chance à la négociation et parle d'un débrayage à l'automne. **B-1**

LE QUÉBEC

Autorisation d'en appeler dans l'affaire Danny Rouette

Ancienne-Lorette-Montcalm et Jeune-Lorette obtiennent la permission d'en appeler du jugement ordonnant l'intégration d'un jeune déficient intellectuel. **A-8**

QUÉBEC

Procès du Mouvement Desjardins à la caisse St-Pascal

Des membres de la caisse populaire de Saint-Pascal se disent victimes d'une vaste fraude ont affirmé que même le président Claude Béland ne les a pas écoutés. **A-2**

L'EDITORIAL

Le chemin de croix de Jean Chrétien

Après le rapatriement et Clyde Wells, voilà que Jean Chrétien accueille Elijah Harper. Pourquoi alors s'étonner que le chef libéral soit le mal-aimé des Québécois ? **A-12**

L'INDEX

Annonces classées	C-1 à C-6
Arts	B-3 et B-4
Bridge	C-8
Décès	C-6 à C-8
Économie	B-5 à B-8
Éditorial	A-12
Horoscope	C-6
Le Monde	A-11 et A-13
Où aller à Québec	B-4
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	A-9

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-13
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA METEO

Aujourd'hui: Ensoleillé avec temps froid, maximum -5, minimum -17.

Demain: Ensoleillé, plus doux, maximum -1, minimum -12 **S-16**



Des investisseurs étrangers venus visiter les lieux Le Mont-Ste-Anne à vendre

QUÉBEC — Québec est à la recherche d'acheteurs pour son centre de ski du Mont-Sainte-Anne. Un document gouvernemental circule déjà parmi les acquéreurs potentiels de la plus importante station de ski de l'est du pays.

par GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

C'est la firme de comptables montrealaise Peat Marwick qui a été chargée de réaliser cette prospection du marché, local comme étranger, des possibles

acheteurs de la station de ski. Des investisseurs étrangers ont même visité récemment les installations de Saint-Feréol les-Neiges.

Véritable joyau de la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ), les instal-

lations du Mont-Sainte-Anne font depuis longtemps l'objet de rumeurs de privatisation et l'envie de promoteurs privés. Selon les informations obtenues par LE SOLEIL, elles n'échapperaient pas à la seconde vague de privatisations que le gouvernement entend lancer dans le cadre de sa révision des finances publiques.

Au cabinet du ministre Blackburn, on reconnaît que des coups de sonde sont lancés

sur le marché, mais on soutient que ce n'est qu'un moyen parmi d'autres « d'évaluer cette situation ».

Reste à voir combien la vente de ces installations ultramodernes pourrait faire entrer dans les coffres de l'Etat. La SEPAQ évalue à quelque 53 millions \$, avant amortissement, le coût de son actif alors que le député péquiste Jean Filion soutient qu'il faut plutôt parler de 75 millions \$. De fait, les

états financiers des entreprises du gouvernement du Québec (1990-91) indiquaient une valeur avant amortissement de 73 millions \$ au 31 mai 1991.

Dans le milieu, on souligne que la période n'est guère propice à une vente rapide. Une opinion que l'opposition péquiste partage d'emblée au point de craindre une « vente de feu ». Les profits nets de la station ont fondu comme neige au soleil l'an dernier, passant de 2,9 millions en 1991 à 168 000 \$ en 1992. Une chute que l'administration du Mont-Sainte-Anne attribue aux « conditions climatiques défavorables et au contexte économique difficile ».

Au cours des dernières années, au-delà de 30 millions \$ ont été investis pour moderniser les installations de ski de la « plus belle montagne à l'est des Rocheuses ». La perspective de la tenue des Jeux olympiques d'hiver de 2002 vient accentuer l'intérêt pour ce centre de ski.

Plusieurs acheteurs potentiels ont pu prendre connaissance des données préliminaires établies par le gouvernement. Le propriétaire du centre de ski Stoneham, qui a déjà manifesté son intérêt pour le parc du Mont-Sainte-Anne, Marc Blondeau, est de ceux-là.

S'il admet avoir consulté les documents gouvernementaux — « plusieurs l'ont fait », dira-t-il au SOLEIL —, M. Blondeau refuse d'élaborer sur son contenu. Il précise que tous ceux qui ont eu accès au document ont dû signer un engagement de confidentialité pour les trois prochaines années.

Au cabinet du ministre Blackburn on admet que le dossier du Mont-Sainte-Anne s'inscrit « dans la réflexion que doit faire tous les ministères » pour participer à la réduction du déficit gouvernemental. « On regarde certaines hypothèses », indique l'attaché de presse du ministre. En Chambre, hier, le ministre a refusé de rendre publique l'étude de Peat Marwick et qualifié de « prématurées » les questions de l'opposition sur le sujet.

Le ministre Gaston Blackburn disait d'ailleurs, vendredi dernier, que la SEPAQ devait, comme tout autre organisme de l'Etat, se soumettre à un « questionnement quant à son devenir ». LE SOLEIL rapportait aussi, en février, que son ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche procédait depuis quelques mois au démantèlement de la Société. En 1992, elle a cédé la gestion des rivières à saumons Matapédia et Patapédia aux « gens du milieu » et doit procéder ainsi avec les rivières Sainte-Anne et Saint-Jean. Elle a aussi offert la gestion du Gîte du Mont-Albert et du Petit-Sault à une autre association de « gens du milieu ».

Autres textes en pages A-10 et S-7

Un train fait exploser un camion-citerne en Floride



Un train de voyageurs a percuté hier un camion-citerne bloqué à un passage à niveau, hier dans la banlieue de Fort Lauderdale, en Floride, provoquant l'explosion des 32 000 litres d'essence du camion. Les pompiers ont affirmé qu'ils avaient retrouvé six corps dans des véhicules, dont le chauffeur du camion. On n'a signalé aucun blessé grave à bord du train. Quinze personnes ont été légèrement brûlées ou intoxiquées par des fumées, ont dit les pompiers de Fort Lauderdale. Des témoins ont indiqué que le camion avait été bloqué par un embouteillage dû à des travaux routiers. Le train a ralenti, mais roulait encore à 50 km/h quand il a percuté le camion-citerne.

Marc-Yvan Côté en faveur de la légalisation de la prostitution

QUÉBEC (PC) — Le ministre de la Santé Marc-Yvan Côté se prononce « à titre personnel » en faveur de la légalisation de la prostitution.

Dans l'émission « À votre santé », transmise aujourd'hui sur les ondes du réseau de télévision TVA, le ministre Côté affirme que la légalisation de la prostitution « permettrait un meilleur contrôle ». Une déclaration qui risque de rebondir cet après-midi à la période des questions et soulever un certain émoi. Déjà qu'une de ses collègues du cabinet s'inscrivait en faux contre un tel propos.

« Nier l'existence de ce phénomène (la prostitution), c'est oublier toute l'Histoire. Cela existe depuis la nuit des temps. Le meilleur moyen de s'assurer que ça puisse être fait de manière conforme, en respectant les normes de santé, c'est la légalisation. À ce moment-là, on pourrait mieux encadrer », a fait valoir M. Côté, qui était interrogé par l'animateur Gilles Baril, lui-même un ancien député du Parti québécois à l'As-

semblée nationale (1981 à 1985).

M. Côté a ajouté que cette décision relevait toutefois d'un autre niveau de gouvernement. De fait, la prostitution relève de la compétence du gouvernement fédéral. Le Code pénal n'interdit pas nommément la prostitution mais la sollicitation.

Par ailleurs, le ministre responsable de la Condition féminine et de la Famille au sein du cabinet Bourassa, Mme Violette Trépanier, est loin de s'entendre avec son collègue de la

Santé sur la question.

La prise de position de M. Côté survient sur le tard de sa carrière politique.

M. Côté s'est aussi attiré les critiques des fédérations de médecins en tentant d'implanter, sur une base expérimentale, des projets-pilotes pour permettre des accouchements avec l'assistance de sages-femmes.

Même si c'est à titre personnel, c'est la première fois qu'un ministre du gouvernement Bourassa s'exprime de façon si claire sur un sujet aussi controversé que la prostitution.

Sondage Gallup après le départ de Mulroney

La popularité du PC grimpe

OTTAWA — Le départ de Brian Mulroney a eu l'effet bénéfique escompté. Les projecteurs étant concentrés sur le Parti conservateur (PC), l'équipe gouvernementale a réussi à hausser sa popularité de huit points en un mois selon Gallup.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Les conservateurs se retrouvent actuellement à 29 % des intentions de vote, leur meilleure performance depuis septembre 1989.

Le PC demeure cependant encore loin du Parti libéral du Canada (PLC) bon premier avec une fiche de 42 %, mais tout de même en baisse par rapport à février alors qu'il obtenait 49 %.

Le Nouveau parti démocratique (NPD) continue quant à lui sa descente aux enfers avec

seulement 13 % d'appui au pays, soit une chute importante de trois points par rapport au mois dernier. Le Reform party continue lui aussi à perdre des plumes obtenant un maigre 7 %, soit moins de la moitié de son meilleur pointage. Quant aux indécis, ils constituent encore un groupe important à 29 %.

Au Québec, où l'échantillon de la maison torontoise de sondage reste limité, le Bloc québécois est de retour en première place à 35 %, suivi des libéraux à 32 %, des conservateurs à 28 % et des néo-démocrates qui font figure de marginaux à 4 %.

Hier, le Globe and Mail publiait à son tour un sondage de la maison ComQuest Research Group établissant qu'après deux semaines de campagne, les conservateurs pourraient même conserver le pouvoir en choisissant la ministre de la Défense nationale. Ils dépasseraient également les libéraux avec Joe Clark à leur tête. L'hypothèse Jean Charest ne produit pas, quant à elle, cet effet de renversement.

La remontée de son parti a poussé le chef conservateur à se moquer des libéraux : « M. Chrétien affirme que son caucus est rempli de trouillards, et je pense qu'il a bien raison. »

Brian Mulroney a prédit

pour sa part que la situation des libéraux allait empirer de semaine en semaine. Et la venue d'Elijah Harper, l'un des artisans de l'échec de l'accord du lac Meech, dans les rangs de l'équipe Chrétien n'est vraisemblablement pas de nature à favoriser la bonne fortune de l'opposition au Québec, a laissé entendre le député de Charlevoix.

Le sondage Gallup ci-haut a été réalisé entre le 10 et le 15 mars lors d'entrevues téléphoniques auprès de 1025 adultes canadiens. Avec un échantillon de cette taille, la marge maximale d'erreur reconnue est de 3,1 % dans 19 cas sur 20. Avec seulement 267 entrevues au Québec, cette marge d'erreur grimpe à 6,1 % dans le cas des résultats provinciaux.

SONDAGE GALLUP

QUESTION Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui au Canada, pour le candidat de quel parti voteriez-vous ?

Réponses dans tout le pays

Parti libéral	42%
Parti conservateur	29%
NPD	13%
Autres	16%

Réponses au Québec

Bloc québécois	35%
Parti libéral	32%
Parti conservateur	28%
NPD	4%

Les fractions ont été arrondies. Infographie, LE SOLEIL

Procès du Mouvement Desjardins à la caisse St-Pascal

QUÉBEC — L'assemblée annuelle de la petite caisse populaire de Saint-Pascal ressemblait à un procès du Mouvement Desjardins, hier, lorsque les membres qui se disent victimes d'une vaste fraude ont affirmé que même le président Claude Béland est resté sourd à leurs doléances.

par PIERRE ASSELIN
LE SOLEIL

L'heure des explications avait sonné hier soir, sept ans après que se soient produits ces présumées fraudes. Ils sont 350 membres de la caisse qui ont entrepris des procédures en justice pour tenter de compenser les pertes qu'ils ont subies après avoir investi dans les groupes d'investisseurs du promoteur André Emond. Plusieurs d'entre eux assistaient à l'assemblée générale qui a abordé, pour la première fois, cette brûlante question.

« Qu'est-ce que la caisse a fait lorsqu'elle a soudainement vu se multiplier des prêts de 20 000 \$, pour 4 millions \$ en un an, à des membres qui venaient tout d'un coup de Matane, Chicoutimi, Beauport? Comment se fait-il que la commission de crédit ou la commission de surveillance ne se soient pas posé des questions? », a

interrogé Guy Bélanger, un des investisseurs.

Le président du conseil d'administration, Gilles Mathieu, qui n'occupait pas ces fonctions lors des événements, s'est refusé à toute réponse, expliquant que ces questions devront être débattues devant un juge. Le directeur-général, Claude Breton, qui était en poste à l'époque, s'est aussi refusé à tout commentaire.

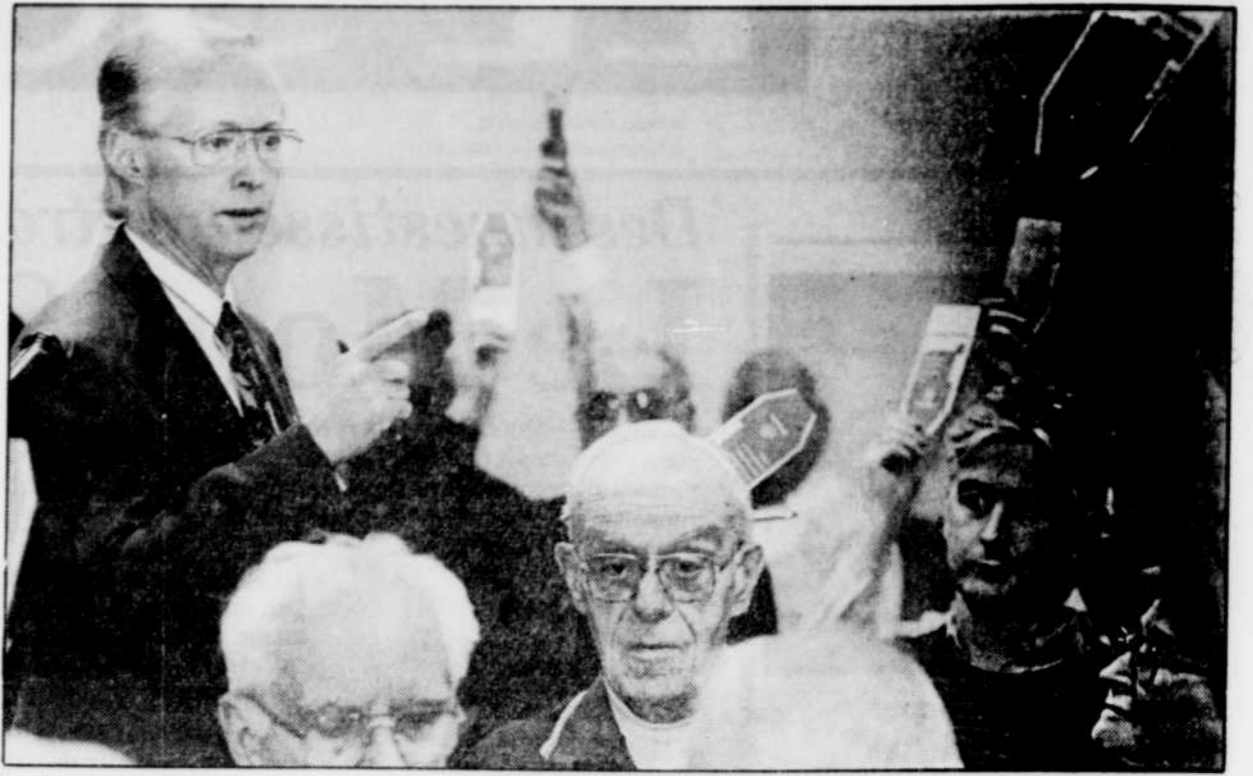
Ce qui blesse ces sociétaires, tout autant que les pertes financières, c'est le refus du Mouvement Desjardins de leur venir en aide. Au président du conseil d'administration, qui leur a reproché d'utiliser les tribunaux pour obtenir réparation, les sociétaires ont rétorqué qu'ils avaient été contraints à cette extrémité.

« Le seul contact que nous avons eu avec Desjardins, c'est avec deux inspecteurs qui se disaient envoyés par Claude Béland, a raconté M. Jean-Marie Drolet. La rencontre a duré 20 minutes, et

le message qu'on a eu c'est qu'on était mieux de se préparer, parce que ce serait une grosse affaire légale. Après, on n'a plus jamais entendu parler d'eux... »

Richard Paradis, lui, risque d'y perdre sa maison. Comme les autres, il a obtenu un prêt de 20 000 \$ de la caisse, pour lequel il ne devait payer que les intérêts seulement. D'autres prêts se sont ajoutés par la suite et aujourd'hui, il ne comprend pas comment la caisse a pu financer un édifice que son groupe d'investisseurs a payé 3 millions \$, à l'époque, mais qu'il est incapable de vendre même pour 1,4 million \$...

Plus encore, déplorait Alan Richard, pratiquement aucune autre institution financière n'acceptait de consentir des prêts à ces conditions. Mais lorsque les choses se sont mises à mal tourner, la caisse a refusé de les renouveler, exigeant des versements en capital, ce qui a forcé plusieurs d'entre eux à aller se refinancer auprès d'autres institutions.



Le directeur général de la Caisse, Claude Breton, s'est abstenu de répondre aux questions que les membres auraient voulu lui poser.

FAITS DIVERS

Un détenu accusé d'agressions armées

QUÉBEC — Un pensionnaire du centre de transition Manigouche, à Québec, a comparu hier pour répondre de deux accusations d'agressions armées présumées commises sur une surveillante, durant la nuit de dimanche.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Même s'il aurait alors utilisé un couteau à dépecer puis un couteau de graphiste (exacto). Simon Einism, âgé de 29 ans, prétend qu'il s'agissait de « farces ». Le procureur de la Couronne, Me Robert Parrot, a cité à la barre le sergent-détective Michel Gagnon, de la sûreté municipale de Québec, pour exposer au juge Laurent Dubé les circonstances de l'incident survenu au centre de transition pour autochtones situé dans le quartier Limoilou.

« Toi, viens ici ! » aurait soudainement dit Einism à la surveillante en la tirant par les cheveux et en tentant d'abord de la frapper à l'abdomen à l'aide du couteau à dépecer. Quelques minutes plus tôt, pourtant, le prévenu s'entretenait paisiblement avec la surveillante.

Celle-ci a alors appelé à l'aide un autre détenu, auquel Einism a

déclaré avoir voulu faire une « farce », puis il a déposé le couteau. Il s'est même excusé en riant auprès de la présumée victime.

Quelques minutes plus tard, il l'agrippait pourtant de nouveau par les cheveux et tentait de lui trancher la gorge à l'aide du couteau de graphiste qu'il venait de sortir de sa poche. La dame est tout de même parvenue à se protéger et à alerter de nouveau l'autre détenu.

Bien qu'Einism ait encore prétendu qu'il s'agissait d'une « farce », la police a été alertée et l'individu a été arrêté. Depuis, sa libération conditionnelle a été suspendue puisque le client de Me Réjean Boutin devait toujours purger une peine de 30 mois dont il a écoupé en 1991 pour agression sexuelle.

Compte tenu de ces faits, le juge a ordonné la détention préventive d'Einism, et la date de la communication de la preuve a été fixée à lundi prochain.

■ Le vendeur de jobs paiera

QUÉBEC — Un quinquagénaire condamné l'été dernier à quatre ans de pénitencier pour avoir fraudé une soixantaine de personnes d'un montant total de 224 000 \$ vient d'être condamné, cette fois par la chambre civile de la cour du Québec, à rembourser près de 15 000 \$ à cinq de ses victimes qui avaient intenté un recours contre lui. Ce citoyen de Val-Bélair, Léon Frenette, âgé de 59 ans, avait été surnommé le « vendeur d'emplois » puisqu'il assurait ses victimes de leur trouver un poste dans la fonction publique, moyennant une commission équivalant à 10 % du salaire annuel qu'elles allaient toucher. Les personnes qui viennent de se voir octroyer le remboursement de cette « commission » ont toutes un lien entre elles : un frère et une soeur, le beau-frère, un compagnon de travail et une amie qui avaient succombé aux belles promesses de Frenette.

■ Trafic d'armes

MONTREAL (PC) — Les autorités américaines viennent de mettre au jour un vaste trafic d'armes dans lequel seraient impliqués des Mohawks des réserves de Kahnawake, au Québec, et d'Altona, près de Plattsburg, dans l'État de New York, rapportait hier soir le réseau TVA. Selon le réseau de télévision privé, quatre Mohawks ont été arrêtés relativement à cette affaire, dont deux de Kahnawake. Les enquêteurs les soupçonnent d'avoir ramené au Canada quelque 400 pistolets semi-automatiques entre l'été 1991 et janvier dernier. Ils se seraient procurés ces armes d'un autre Amérindien qui possède un permis de vente d'armes de l'État du Vermont.

■ Concierge aimable

QUÉBEC — Pour la seconde fois en trois semaines, un sexagénaire, concierge dans des immeubles de la région de Québec, a comparu mardi pour répondre d'accusations de crimes à caractère sexuel présumément commis sur deux adolescents de 12 et 14 ans. Il s'agit de jeunes que Paul-Émile Trudel, un Québécois de 62 ans, employait pour lui donner un coup de main dans son travail. Sous le prétexte d'un fardeau de travail supplémentaire rémunéré d'une vingtaine de dollars de plus, il convainquait les parents de laisser les adolescents dormir chez lui. Ce qu'ils faisaient, dans son lit. Le prévenu persuadait alors ses présumées victimes de le laisser se livrer à la fellation sur elles.

6/49
5-12-15-26-36-46
(complémentaire)
23
EXTRA
452285

LA QUOTIDIENNE
tirage du 17-03-93
6-4-3
2-4-9-3



Max Mara d'italie

leader du prêt-à-porter italien, voyez max mara en exclusivité à québec chez simons dans un spacieux coin-boutique... fines textures, tissus et drapés fluides, formes pures, une collection à voir maintenant!

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

LE SOLEIL

Pierrette Sinclair veut être réintégrée et réclame 400 000 \$

L'ex-présidente de la Régie du gaz poursuit l'État

QUÉBEC — Destituée en septembre dernier de la présidence de la Régie du gaz naturel, Mme Pierrette Sinclair, s'adressera aujourd'hui à la cour supérieure pour casser la

décision gouvernementale, ce qui lui permettrait de poursuivre son mandat jusqu'en janvier 1996 à la tête de cet organisme.

textes de GILBERT LEDUC LE SOLEIL

La vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Lise Bacon, la secrétaire générale associée à la Réforme administrative et aux Emplois supérieurs, Mme Gisèle Desrochers, et le gouvernement du Québec se retrouvent aux bancs des accusés.

Selon les documents qui seront présentés devant le tribunal, Mmes Bacon et Desrochers et le gouvernement du Québec au-

raient commis « des abus de pouvoir graves et ignore leurs devoirs de réserve et de respect à l'endroit de la présidente d'un organisme quasi-judiciaire en multipliant les pressions, les menaces directes et voilées afin de la contraindre à démissionner et, à défaut, à amener le gouvernement à la destituer sous de faux prétextes ».

Ce matin, au palais de justice de Québec, le procureur de l'ex-

présidente, Me Jean Keable, présentera une requête en injonction interlocutoire assortie d'une action en nullité et dommages, afin de permettre à sa cliente de réintégrer son poste et, par la bande, de forcer le gouvernement à venir expliquer les raisons de cette destitution.

C'est le 9 septembre 1992, en pleine période référendaire, que Québec mettait fin au mandat de cet avocat à la direction de la régie. Elle pouvait cependant con-

server son poste de régisseuse. Pour appuyer sa décision, le gouvernement invoquait une condition d'emploi inscrite au contrat de Mme Sinclair à l'effet que Québec puisse révoquer l'engagement conclu avec elle « en tout temps pour des raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement ».

Selon l'argumentation développée par Me Keable, les raisons de la destitution sont « encore inconnues » par sa cliente.

Son v.p. est un 'organisateur libéral' On lui demande de «savoir naviguer»

QUÉBEC — « Vous n'avez pas réussi à naviguer dans un environnement politique », aurait dit Mme Gisèle Desrochers à la présidente de la Régie du gaz naturel au cours d'un entretien téléphonique tenu le 31 août dernier, selon le document d'une trentaine de pages préparé par l'avocat de Mme Pierrette Sinclair, Me Jean Keable.

« Lorsque la présidente indique à Mme Desrochers qu'elle n'a commis aucun geste de maladministration, cette dernière répond qu'elle va tout simplement lui monter un dossier ».

(Nicole Malo) que Mme Bacon lui avait mentionné à deux reprises qu'elle ne la forcerait pas à le reprendre. Immédiatement, la sous-ministre Malo lui répond: Vous ne savez pas décoder les messages de madame Bacon ».

Mme Sinclair fut nommée présidente de la régie en décembre 1990. Dès son entrée en fonction, elle est confrontée à un problème avec le vice-président de l'organisme, Guy Leclerc qui, tout en étant rénuméré par la régie, n'y travaillait plus. « Le ou vers le 14 février 1991, Me Sinclair rencontre la ministre Bacon et, à l'occasion d'un tour d'horizon sur l'administration de la régie, l'absence du vice-président est discutée.

Le retour de M. Leclerc qui, en 1986 fut membre du comité organisateur de la campagne de financement du Parti libéral du Québec, ne se fait pas sans heurts. Le 6 août 1992, lors d'une audience de la régie, il dénonce des « anomalies » dans la gestion de l'organisme.

Cinq jours plus tard, Me Sinclair rencontre Mme Desrochers qui lui demande sa démission. On lui demande, toujours selon le document de l'avocat Keable, « d'accepter d'être le bouc émissaire, en bon serviteur de l'État ».

Madame la ministre demande alors à Me Sinclair de le rencontrer mais ajoute qu'elle ne veut absolument pas la forcer à le reprendre », note-t-on, dans l'argumentation de Me Keable. A une autre occasion, toujours selon le document, Mme Bacon aurait signifié qu'elle n'imposera pas la présence de Guy Leclerc à la Régie. Ce dernier aurait aussi connu des démêlés avec l'ancien président de la régie, Pierre Deniger.

« En cette période pré-électorale et référendaire, la ministre Bacon est très inquiète de la publicité qui pourrait être faite sur la régie. Cette inquiétude s'explique par le fait que Mme Bacon craint que la campagne référendaire ne porte que sur des questions comme celle-ci et qu'elle ne veuille pas avoir à faire face à des déclarations publiques ».

En décembre 1991, on invite cette fois Mme Sinclair à préparer le retour de M. Leclerc. « Me Sinclair rappelle à la sous-ministre

L'affaire étant devant les tribunaux, Mmes Bacon et Desrochers n'ont pas voulu donner leur version des faits au SOLEIL.



Au coeur des Irlandais, c'était la fête!

Portant rubans verts et autres insignes distinctifs, les descendants de la Verte Erin étaient nombreux, hier midi, pour célébrer la Saint-Patrick à la brasserie Volks Brauhaus du centre commercial Place Quatre-Bourgeois, à Sainte-Foy. Dans une atmosphère bien typique, ce joyeux groupe formé de fêtards venant de Loretteville, Québec et Sainte-Catherine de la Jacques-Cartier se sont amusés à chanter des airs populaires tels « O Danny Boy » et « When Irish Eyes Are Smiling », tout en trinquant à qui mieux mieux. Quant à la traditionnelle tempête de neige de la Saint-Patrick, il semble de l'avis général que ce serait celle qui nous est tombée sur la tête samedi dernier avec tant de d'abondance.

La vérité éclatera bientôt sur Nationair, selon les ex-cadres

QUÉBEC — La vérité dans l'affaire Nationair éclatera au grand jour très bientôt. Les trois vice-présidents qui viennent de remettre leur démission en savent d'ailleurs déjà assez pour justifier leur geste.

Il nous donnait également à nous toutes sortes de chiffres pour noyer le poisson. On n'avait pas droit à ses livres corporatifs privés. J'ai joué ma carrière là-dessus. C'a pris l'intervention du ministre Jean Corbeil à Ottawa pour que j'apprenne la vérité ».

M. Durand précise que la vérité sortira bientôt, très bientôt. « On en connaît déjà suffisamment pour avoir donné notre démission. »

« On est propres, ça je peux vous le garantir. » Quant aux propos cinglants de M. Obadia, qui n'a pas voulu faire de commentaires sur les « rongeurs » qui quittent un navire avant le naufrage, M. Durand a répliqué: « Les propos haineux ne mènent nulle part. »

Pour se sortir de ses difficultés Le président Obadia céderait une partie de son contrôle

MONTRÉAL (PC) — Pour se sortir de ses difficultés financières, le président de Nationair, Robert Obadia, pourrait devoir se résigner à céder une partie importante du contrôle de sa compagnie.

Joint hier, le tout nouveau vice-président marketing de Nationair, Henrick Sniecinski, a admis que cela figurerait parmi les solutions possibles aux problèmes de la société aérienne.

M. Roy fait remarquer que le contrôle de Nationair sera sans doute l'élément le plus attrayant de la compagnie aux yeux d'un éventuel partenaire, compte tenu du peu d'actifs détenus par la société aérienne et de sa situation financière présente.

L'actif de Nationair est évalué au total à 30 millions \$.

M. Obadia déclarait que les trois démissionnaires ont toujours été au courant de la situation financière exacte de Nationair. « C'est faux, totalement faux et absolument faux, rétorque M. Durand. Personne, sauf le vice-président aux finances, n'était au courant. Obadia a fait véhiculer toutes sortes de chiffres.

« Ce n'est pas impossible », a-t-il précisé, ajoutant que cela dépendra de la part de contrôle que voudra prendre un nouveau partenaire et de l'investissement qu'il sera disposé à effectuer. » M. Sniecinski indique que déjà plusieurs compagnies ont approché Nationair en se proposant d'investir dans la société.

Dans un tel scénario, croit-il, M. Obadia sera sans doute forcé de céder une partie significative du contrôle de Nationair.

Banque Laurentienne menacée de grève

QUÉBEC — Les 200 succursales de la Banque Laurentienne et du Trust La Laurentienne, au Québec et à Ottawa, pourraient être perturbées au cours des prochaines semaines. Dans une proportion de 54 %, les 1800 employés ont rejeté les offres patronales et opté pour des moyens de pression incluant la grève générale.

par BRIGITTE BRETON LE SOLEIL

Les négociations entre la Banque Laurentienne et le Syndicat des employés et employés professionnels-les et de bureau (FTQ) achoppent principalement sur les salaires. L'employeur propose un gel pour 1992 et 1993 et une augmentation de 2 % pour 1994 et 1995. « Après avoir consenti un gel en 1989, nous trouvons que deux autres années, c'est trop! », a indiqué hier au SOLEIL le négociateur syndical, M. Jacques Letendre. Le salaire moyen des caissières est de 22 000 \$ par année, pour 35 heures de travail par semaine. Pour l'ensemble des employés syndiqués de la banque, la moyenne est de 26 000 \$.

L'institution financière dont la majorité des employés sont syndiqués, et ce, depuis 26 ans. En 1979, les salariés avaient fait une grève de deux jours. M. Letendre précise toutefois que le syndicat ne recherche pas l'affrontement, mais bien un règlement. Si une entente est impossible, le négociateur ne se sent pas mal à l'aise de déclencher des moyens de pression avec seulement l'appui de 54 % des membres. « Il y a des gouvernements bien légitimes qui ont été élus avec moins », soutient-il.

Selon M. Letendre, l'employeur ne sert pas l'argument d'un contexte économique difficile pour justifier le blocage des salaires, mais bien celui que les employés de la Banque Laurentienne sont bien payés comparativement aux autres du secteur. « Nous ne nions pas que nos salaires sont compétitifs avec les autres. Mais, nous voulons mieux et c'est d'ailleurs pour ça que les gens sont syndiqués ».

Soumis au code fédéral du travail, les employés de la banque n'ont pas automatiquement le droit de grève. Le syndicat a communiqué hier les résultats du vote au conciliateur Albert Maison-neuve, qui pourra recommander ou non au ministre du Travail d'accorder le droit de grève ou de lock-out aux parties. Le ministre pourrait également décider de nommer un médiateur ou de former une commission de conciliation. En cas de grève, la Banque Laurentienne pourra utiliser du personnel de remplacement puisque le code fédéral ne prévoit pas de dispositions antibiseurs de grève.

Advertisement for Cadillac and Citadelle cars. Text: 'Vous en cherchez une et elle est introuvable SEVILLE STS CHEZ NOUS 8 en inventaire pour livraison immédiate. Aussi Eldorado Touring Seville et Fleetwood'. Contact: 89, route Kennedy, Lévis 835-1171.

LA POLITIQUE



Chrétien l'admet

Campbell rend des libéraux nerveux

OTTAWA — La popularité de la ministre de la Défense, Kim Campbell, rend nerveux certains libéraux, a avoué, hier, le chef libéral Jean Chrétien.

par MANON CORNELLIER
de la Presse canadienne

Mais à son avis, son parti vogue toujours vers la victoire et l'arrivée du député Elijah Harper dans ses rangs pourrait aider son parti dans l'Ouest.

« Il y en a quelques-uns qui sont peut-être nerveux. C'est sûr », a confié M. Chrétien en parlant de ses candidats. Mais à son avis, ce n'est pas malsain.

« Il n'y a rien de pire que d'être trop sûr de soi en politique. Mais on a encore une bonne avance et quand arrivera l'élection, on sera au même niveau que lorsque M.

Mulroney est parti », a-t-il poursuivi.

Il a invité les candidats insécures à se confier à leur chef plutôt qu'à la presse.

« Si les gens se plaignent, ils seront vus comme des pleurnicheurs et les citoyens ne votent pas pour des pleurnicheurs. Les gens votent pour ceux qui ont confiance en eux-mêmes. En politique, vous ne devez jamais paniquer », a-t-il ajouté.

Il a donc donné un seul conseil aux membres de son caucus : « relaxez, relaxez ».

« Quand les conservateurs auront un leader, nous aurons une

bonne bataille et nous gagnerons. Je ne suis pas du tout inquiet », a-t-il répondu en réaction à un sondage publié hier dans le Globe and Mail de Toronto.

Si des élections avaient lieu maintenant et que les conservateurs avaient Kim Campbell à leur tête, ils remporteraient la victoire, indique ce sondage.

Lors de l'annonce de la démission du premier ministre Mulroney en février, les libéraux menaient dans tous les sondages d'opinion publique. On leur promettait une victoire sans partage.

Selon M. Chrétien, c'est toujours le cas et ce sont les conservateurs qui devraient être nerveux car l'intérêt qu'on leur porte s'évanouira rapidement entre le congrès de juin et la prochaine élection.

Il a comparé l'engouement des médias pour Mme Campbell à celui manifesté en 1984 pour M. Turner, peu avant la défaite libérale.

Par ailleurs, M. Chrétien a été obligé de commenter encore une fois le passage de M. Elijah Harper au Parti libéral du Canada.

« M. Harper réalise qu'il va aller nulle part avec le NP. Je suis sûr que le fait que M. Harper ait quitté le NP pour se joindre aux libéraux va nous aider beaucoup au Manitoba et dans les provinces de l'Ouest », a affirmé le chef libéral.

Il ne pense pas que cela rende sa tâche plus difficile au Québec, où M. Harper est vu comme un des fossyeurs de l'Accord du lac Meech.



Le candidat Jean Charest à la succession de Brian Mulroney était tout souriant à son arrivée au caucus de son parti hier à Ottawa. « J'ai aucun doute que ce sera une bataille difficile et que je ne suis pas le favori », a déclaré le ministre de l'Environnement, en espérant que le débat se fasse « au niveau des idées ».

Le patronat préfère garder la TPS

MONTREAL (PC) — N'en déplaise au chef libéral Jean Chrétien, 92 % des dirigeants d'entreprise ne sont pas prêts à changer la TPS pour une taxe semblable. C'est ce qu'a fait savoir le Conseil du patronat, hier, après avoir mené une brève consultation auprès de ses membres corporatifs. Les chefs d'entreprise justifient leur refus par le fait que la taxe sur les produits et services a déjà été suffisamment complexe et coûteuse à appliquer.

Charte des responsabilités

OTTAWA (PC) — Être impoli, jurer en public, oublier de voter aux élections fédérales : voilà des actions qui pourraient bien vous valoir une amende de 500 \$ en vertu d'un projet de loi privé présenté aux Communes hier. Le projet présenté par Alan Redway, un député d'arrière-banc, définit les grandes lignes d'une Charte canadienne des responsabilités, qui exigerait légalement de tous les citoyens canadiens, entre autres, qu'ils acquièrent une formation scolaire, qu'ils évitent d'abuser de l'alcool et de la cigarette et qu'ils soient courtois envers leurs pairs. Les citoyens qui violeraient la charte pourraient écoper d'une amende de 500 \$.

Mulroney: «Ils ont raison d'avoir peur»

OTTAWA — L'élan donné à la course au leadership conservateur par la candidature de Jean Charest et l'arrivée d'Elijah Harper sous la bannière libérale ont réjoui, hier, le premier ministre Brian Mulroney.

par MICHEL HÉBERT
de la Presse canadienne

« M. Chrétien dit lui-même que son caucus est maintenant plein de froussards », a-t-il déclaré, radieux, à sa sortie des Communes, hier.

La bonne humeur du premier ministre était également motivée par un sondage du quotidien de Toronto The Globe and Mail donnant les conservateurs, avec Kim



Le député Garth Turner, de la région de Toronto, a annoncé hier qu'il se lançait lui aussi dans la course à la direction du Parti conservateur.

Campbell à leur tête, vainqueurs dans d'élections générales.

« Vous n'avez qu'à les regarder

de l'autre côté de la Chambre et vous voyez les ministères qui s'effritent et les rêves qui s'écroulent et un chef qui s'ennuie de sa mère », a poursuivi un Brian Mulroney mordant.

« Ils (les libéraux) sont nerveux, et ils ont raison d'avoir peur et ça va être pire au cours des prochaines semaines », a-t-il ajouté.

Le premier ministre était particulièrement heureux des embêtements que semble causer aux libéraux la candidature d'Elijah Harper, qui a joint le camp de Jean Chrétien cette semaine.

Député du Manitoba, Elijah Harper a été l'un des responsables de l'échec de l'Accord du lac Meech en 1990.

« Vous avez M. Chrétien, M. Harper, et avec Deborah Coyne, vous auriez toute la famille ras-

semblée, ils devront expliquer ça au Québec et ailleurs », a déclaré le premier ministre Mulroney.

Des 820 millions de l'entente Canada-Québec Les régions n'ont reçu que le 1/5

QUÉBEC — Faute de projets issus des régions, seulement 161 des 820 millions \$ prévus depuis 1988 à l'entente Canada-Québec sur le développement économique des régions ont été effectivement dépensés.

par ROGER BELLEFLEUR
LE SOLEIL

Ce qui a fait bondir, hier, à l'Assemblée nationale, le député péquiste d'Abitibi-Ouest, François Gendron, qui y voit un échec du fédéralisme « rentable ».

M. Gendron a signalé que sur les 820 millions prévus à l'entente, seulement 330 millions \$ (40 %) avaient été engagés et 161 millions \$ (20 %) dépensés au 31 décembre 1991, soit 15

mois avant la fin prévue de cet accord. Celui-ci vient d'être prolongé pour deux ans, avec une nouvelle injection de 130 millions \$ de la part du fédéral.

Alors que le chômage frappe encore durement le Québec, le ministre responsable du développement régional, Yvon Picotte, est en effet en manque de projets susceptibles d'être financés à même la caisse de l'entente Canada-Québec sur le développement des régions.

La seule explication avancée par le ministre Picotte quant à la reconduction de l'entente, c'est que le gouvernement du Québec avait été dans l'impossibilité d'épuiser les fonds... faute de projets issus des régions. « Il faut des projets sur la table pour que le gouvernement paie ».

Dans un appel à tous, le député de Maskinongé, qui est aussi ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a lancé : « Le gouvernement du Québec est prêt, dès demain matin, à payer pour des projets qui nous sont présentés. Avis à tous ceux qui veulent en présenter, l'entente est disponible ! ».

ESSAYEZ LE PROGRAMME PROGRESSIF JEUNESSE!

VOTRE BEAUTÉ CE PRINTEMPS

Yves Rocher

99\$ AU LIEU DE 123⁵⁰\$

Étape 1 :
Soin profond nettoyant - désincrustant

Étape 2 :
Soin Hydratation adaptée aux liposomes

Étape 3 :
Soin contre les signes de l'âge avec Rétinol Végétal et Parafilm*

* Parafilm augmente la pénétration et l'activité des produits

En exclusivité pour tout rendez-vous pris avant le 15 avril dans les Centres de Beauté

Yves Rocher
La beauté par les plantes

PLACE STE-FOY 654-9334 PLACE LAURIER 652-2355 PLACE FLEUR DE LYS 649-7111 GALERIES DE LA CAPITALE 623-9338 GALERIES CHAGNON 835-5321

Prix exprimés hors taxes. Offre ne pouvant être cumulée.

10 JOURS SEULEMENT

ÉCONOMISEZ

100\$

MEUBLE CINTRÉ HEPPLEWHITE

PRIX DE SOLDE 479\$

579 \$ prix courant

Meuble à usages multiples avec quatre vastes tiroirs et une tablette tirable.

31 po h x 25 po l x 17 po p

RÉDUCTIONS EN MAGASIN—JUSQU'AU 28 MARS SEULEMENT!
Economisez 20% sur tous nos miroirs au prix courant ou de solde.

Prix de solde en vigueur à partir du 18 mars jusqu'au 28 mars 1993. Demandez notre catalogue gratuit. Nous acceptons MasterCard, Visa et American Express.

Les Galeries de la Capitale 624-0805

La Compagnie Bombay

Économisez jusqu'à 60\$ par année

Abaissez la température du thermostat de 22°C à 20°C quand vous êtes à la maison.

ÉCOKILO 1 800 567-KILO

La rencontre avec la ministre de l'Éducation n'a rien donné

Les étudiants maintiendront leurs moyens de pression

QUÉBEC — « C'est peut-être le moyen choisi pour nous faire peur et ralentir notre action, mais ça ne marchera pas. Nous continuerons nos moyens de pression jusqu'au dépôt de la réforme », ont répondu hier les porte-parole de la coalition des étudiants des cégeps, aux propos de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard, voulant que les cégepiens qui font grève devront reprendre les jours perdus à la fin de la session.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

MM. Sébastien McQuade, Stéphane Hamel et Toby Gélinas venaient d'avoir une rencontre de près d'une heure avec Mme Robillard. « Il n'y a rien de nouveau, ont-ils résumé. La ministre a répété qu'elle prévoit déposer sa réforme au début d'avril. Elle veut avoir des propositions concrètes de la part des étudiants concernant les cours d'éducation physique et de philosophie. »

La question des frais de scola-

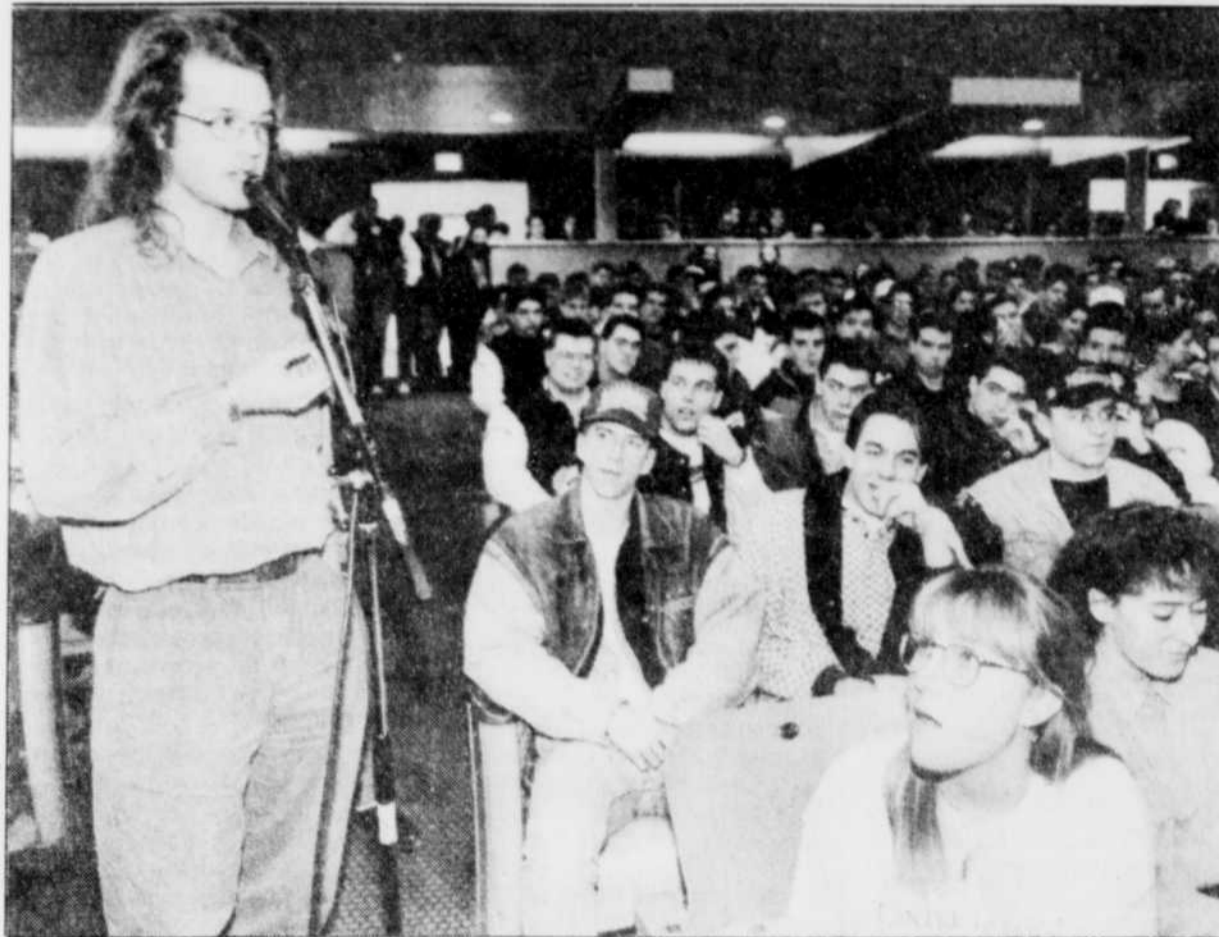
rité et du ticket modérateur a aussi été abordée, lors de cette rencontre, mais les étudiants n'ont reçu aucun éclaircissement supplémentaire. Les représentants étudiants ont cependant l'impression que le gouvernement a déjà fait son lit à ce sujet et cherchera à introduire un certain ticket modérateur au cégep.

Ils ont expliqué que leur action vise à sensibiliser l'opinion publique sur les grands axes connus de la réforme, qui est l'abolition de cours d'éducation physique et de philosophie et l'introduction de frais de scolarité.

Ils ont reçu l'assurance de la part de la ministre qu'ils seront invités à donner leur opinion lors de la commission parlementaire qui suivra le dépôt de la réforme. « Mais, il nous faut maintenir nos moyens de pression, parce qu'une fois le processus parlementaire enclenché il est difficile de faire reculer le gouvernement », disent-ils.

À Québec

La journée d'étude des étudiants du cégep F.-X. Garneau, à Québec, a eu peu de succès, hier. Les cours se donnaient comme à l'habitude et les étudiants devaient se partager entre leurs classes et les locaux où l'association étudiante tenait des ateliers. Reunis en assemblée générale, en fin de journée, les étudiants de Garneau ont prévu faire une autre journée d'étude vers la fin du mois de mars. La semaine prochaine, ils sont en congé.



Les étudiants du cégep F.-X.-Garneau ont tenu une assemblée générale à la suite d'une journée d'étude qui a été partiellement réussie puisque les cours n'avaient pas fait relâche.

La gratuité des études collégiales remise en cause Robillard refuse de se commettre

QUÉBEC (PC) — Ni une rencontre avec les représentants des étudiants ni un débat suscité par l'Opposition hier à l'Assemblée nationale n'ont réussi à amener la ministre de l'Éducation Lucienne Robillard à se commettre en faveur du maintien intégral du principe de la gratuité des études collégiales.

Elle a répété qu'il faudra attendre le dépôt des propositions relatives à une réforme de l'enseignement collégial, le mois prochain, pour connaître les intentions du gouvernement.

« Les étudiants qui sont venus me rencontrer ce matin (hier) n'avaient pas de propositions à me

faire, ils sont venus à titre personnel, a confié Mme Robillard aux journalistes après la réunion. Ils reviendront après le dépôt du projet de réforme avec des suggestions plus concrètes et, d'ici là, ils continueront leurs consultations. »

Pendant ce temps, des milliers d'étudiants continuaient de pro-

tester par des journées d'étude, hier, contre certains points de la réforme, comme des modifications à l'enseignement de la philosophie et de l'éducation physique.

« Je leur ai conseillé de penser tout d'abord à leur année scolaire », a ajouté la ministre.

Quant à lui, le député et critique de l'Opposition en matière d'éducation, Jacques Brassard, a dit que, par sa motion, il voulait que l'Assemblée nationale lance le message suivant: ne touchez pas à la gratuité de l'enseignement collégial.

Le Parti vert dénonce la nouvelle coalition d'écologistes favorables à l'hydroélectricité

QUÉBEC — La coalition d'écologistes voulant réhabiliter l'hydroélectricité et défendre l'image du Québec aux États-Unis continue de subir la critique du milieu environnemental.

LE SOLEIL

Hier, le Parti Vert a dénoncé le « manque de nuance et de perspective de l'Union pour le développement durable — dont le porte-parole vedette est l'écologiste Pierre Dansereau — qui se lance à la défense d'Hydro-Québec ».

Le chef du parti, M. Jean Ouhmet, reconnaît que « la filière hydroélectrique est plus propre que celles basées sur le charbon, le gaz naturel ou le pétrole ». Mais il soutient que la société a surestimé les besoins énergétiques pour justifier inutilement la construction des grands barrages, comme celui projeté pour la ri-

vière Grande-Baleine, dans le Nord québécois.

Militer pour le développement soutenable de la province, « c'est vivre mieux avec moins. Voilà le défi à relever alors que notre avenir est menacé par des politiques à courte vue comme celles mises de l'avant par Hydro et avalisées par l'union, et ce en dépit de toutes ses bonnes intentions. »

Rappelons que Greenpeace, les Conseils régionaux pour l'environnement, le Mouvement au Courant et l'Association québécoise pour la lutte contre la pollution atmosphérique reprochent à l'Union de négliger la question de l'économie d'énergie et d'être à la solde d'Hydro.

par STÉPHANE GIROUX
collaboration spéciale

L'association étudiante, par la voie de son président Danny Babin, tenait ainsi à appuyer le mouvement de contestation contre toute tentative par la ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de sabrer dans les programmes d'éducation physique et de philosophie, ou d'imposer un ticket modérateur aux élèves.

Mardi soir, plus de 400 d'entre eux s'étaient prononcés pour le débrayage au cours d'une assemblée générale. Environ 1200 personnes sont inscrites au cégep.

Dès 7 h, la foule évaluée à 200 personnes par la Sûreté du Québec a bloqué l'accès de l'édifice aux enseignants et élèves. Plus tard en matinée, des élèves du secondaire cinq de la polyvalente C.-E.-Pouliot se sont joints à la manifestation, et le groupe a emprunté les rues de Gaspé pour se rendre au bureau du député de Gaspé à

l'Assemblée nationale André Beaudin. Ils ont ensuite ralenti la circulation pendant environ 45 minutes sur le pont de la route 132 enjambant la baie de Gaspé.

Le groupe s'est dispersé peu avant midi, mais les cours n'ont pas repris en après-midi. En revanche, les cégepiens se sont ren-

due au pavillon des sports du cégep pour participer à une série d'activités sportives en guise d'appui pour le maintien des programmes d'éducation physique.

M. Babin a expliqué au SOLEIL que son association cherchait maintenant des appuis auprès des élèves du secondaire dans les polyvalentes de la Gaspésie. « La réforme proposée les touche particulièrement. Elle sera mise en place quand ils vont faire leur entrée au cégep en 1994-95. »

Erreur coûteuse

OTTAWA (PC) — Il semble que le ministre Otto Jelinek ne pourra pas recouvrer un compte de taxes de 500 000 \$ que le Comité du OUI n'a pas défrayé lors du référendum de l'an dernier. Le ministère du Revenu a obtenu un jugement de la cour fédérale, le mois dernier, qui l'autorisait à saisir les biens du comité en paiement de la facture. Le problème, c'est que selon la loi sur les référendums, le Comité du OUI a cessé d'exister le 26 février dernier et n'a laissé que 1000 \$ en banque. Il ne reste donc personne pour payer la facture et l'ordonnance de la cour devient inapplicable. Sur les avis d'un comptable de Calgary, Revenu Canada avait remboursé par erreur 539 619 \$ de paiements de TPS au Comité du OUI.

Il avait été radoubé

HALIFAX (PC) — Onze jours avant de sombrer à 200 kilomètres au sud-est de l'île de Sable, le cargo Gold Bond Conveyor a été radoubé à Norfolk, en Virginie. C'est ce qu'a révélé, mercredi, le vice-président de la compagnie qui en était le propriétaire, Skaarup Shipping, de Greenwich au Connecticut. Le 4 mars, a noté M. Frank Parker, on a remplacé son hélice et on a réparé des cloisons de la cale. Il ignore, cependant, si des réparations ont été faites dans les réservoirs de lest. Le pilote de l'avion Aurora qui a survolé le navire en détresse pendant plusieurs heures avant qu'il ne coule, le capitaine Al Wongkee, a rapporté que le commandant du cargo lui avait signalé une fuite d'eau dans la cale. 32 marins ont péri dans le naufrage.

Café d'or gratuit aux aînés, de 14 à 16 heures tous les jours

saint-germain

venez passer un bon moment

LIVRAISON (681-6035) • COMMANDES AU COMPTOIR
1525, SHEPPARD, SILLERY 681-6035 • 2750, CHEMIN STE-FOY, PLAZA LAVAL 658-6067

Entrepreneur en rénovation
30 ans d'expérience!

- Toitures
- Portes (acier, portes-fenêtres, etc.)
- Fenêtres
- Agrandissement
- Revêtements de tout genre
- Patio bois traité

Distributeur des cabanons en fibre de verre mono-coque

LAPORTE RÉNOVATION INC.
6350, des Érables St-Émile 845-0072

ENCAN PUBLIC • ENCAN PUBLIC • ENCAN PUBLIC

ENCAN PUBLIC
TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX

Étant donné le non-paiement d'effets de change provenant de banques, NOUS AVONS ÉTÉ MANDATÉS DE LIQUIDER PAR ENCAN PUBLIC UNE GRANDE QUANTITÉ DE TAPIS DE PERSE ET ORIENTAUX. Les tapis sont vendus pièce par pièce. Marchands exonérés de taxe sur présentation d'un numéro de taxe. Aucun minimum, aucune mise à prix. TPS incluse.

LE DIMANCHE 21 MARS À 14h
(inspection: 13h)
au Holiday Inn

3125, boulevard Hochelaga, Sainte-Foy (Québec)
Les Encans Bult Ltée, Liquidateurs, Encanteurs, Évaluateurs

Conditions: argent comptant, cartes de crédit et chèques avec carte d'identité. Frais de manutention de 10% exigés. Tous les paiements devront être versés à la Banque Royale du Canada.

ENCAN PUBLIC • ENCAN PUBLIC • ENCAN PUBLIC

Mannequin

La fièvre du printemps bat son plein chez Mannequin et pour Regina, le temps est aux réjouissances. C'est une véritable fiesta qu'elle vous a orchestrée: des couleurs éclatantes, des motifs originaux, des ensembles frais et confortables à agencer au gré de votre humeur... A vous d'y ajouter votre brin de folie!

Stationnement gratuit pour nos clientes

OUVERT LE DIMANCHE

PLACE de la CITÉ

2635, Hochelaga Sainte-Foy

GRAND SOLDE

ÉCHANTILLONS DE MAGASIN

50%

SUR TOUTES LES ÉTIQUETTES IDENTIFIÉES D'UN POINT ROUGE

3 JOURS SEULEMENT
JEUDI - VENDREDI - SAMEDI

M MEUBLES
Jacques Gaulin

2158, boul. Charest Ouest
Sainte-Foy (Québec) G1N 2G3
681-8106

L'Ontario pourrait couper 18 000 postes de fonctionnaires

TORONTO — Pour limiter ses dépenses, le gouvernement de l'Ontario pourrait aller jusqu'à réduire de 20 % — environ 18 000 postes — les effectifs de sa fonction publique d'ici les cinq prochaines années, a-t-on appris hier.

par SUZANNE DANSEREAU
de la Presse canadienne

Cette information, diffusée par la radio de Radio-Canada, n'a pas été niée par le premier ministre ontarien Bob Rae.

« Il faut faire en sorte que le gouvernement soit plus efficace et productif », a déclaré M. Rae, hier matin, à son entrée à Queen's Park.

« Mais nous voulons vraiment travailler avec nos partenaires du secteur public dans tout changement qui va les affecter », a-t-il ajouté.

La tâche ne sera pas facile : le syndicat des travailleurs de la fonction publique a fait savoir hier après-midi qu'il n'hésiterait pas à déclencher une grève si le gouvernement allait de l'avant avec ce genre de réduction.

« S'il faut une grève pour bloquer ces coupures, nous ferons la grève », a déclaré hier Fred Upshaw, le président du syndicat.

Déficit
Le gouvernement de l'Ontario affiche une dette accumulée de 62 milliards \$ et un déficit prévu de 12,1 milliards pour 1993.

C'est sans compter la dette de 34 milliards \$ d'Hydro-Ontario. Hier, M. Rae a fait valoir qu'il fallait s'attaquer à ces problèmes. « Il y a des limites » à l'endettement du gouvernement, a-t-il déclaré, ajoutant que les compressions annoncées la semaine dernière par Hydro-Ontario — où l'on a réduit les effectifs de 28 000 à 23 000, ce qui représente une réduction de

près de 20 % — sont « un bon exemple de ce que le gouvernement doit faire pour devenir plus efficace ».

Selon la radio de Radio-Canada, qui cite des « sources sûres bien placées », les 18 000 emplois retranchés ne seraient pas des mises à pied. Le gouvernement compte plutôt fonctionner par voie d'attrition et encourager des employés à prendre leur retraite.

La fonction publique ontarienne compte 98 000 travailleurs.

Québec
L'Ontario n'est pas la seule province canadienne qui veut faire subir un régime-minceur à sa fonction publique.

Le Conseil du Trésor du Québec a annoncé récemment un programme qui lui permettra de réduire de 12 % sa fonction publique d'ici cinq ans.

Le Québec compte 60 000 employés de la fonction publique.

D'ici trois ans, le gouvernement québécois veut aussi abolir 5000 postes de cadres — soit 20 % de ses effectifs — dans les secteurs public et parapublic.



Manif des médecins diplômés hors Québec

QUÉBEC — L'Association des médecins diplômés hors Québec a tenu, hier, une manifestation devant le parlement dans le but d'amener le ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté à mettre en place un programme d'intégration de ces médecins, au nombre d'une centaine, qui aimeraient bien pouvoir pratiquer leur art ici. Seuls une dizaine d'entre eux obtiennent chaque année cette permission.

METTES DU SOLEIL
DANS VOTRE QUOTIDIEN
LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

fête de la FRANCOPHONIE à Québec

du 18 au 26 mars 1993

Jeudi 18
Remise du prix de la Coopération-Jeunesse de l'Agence Québec Wallonie-Bruxelles
Pour le meilleur projet et le meilleur stage réalisés dans le cadre des programmes de coopération offerts par l'Agence. Réception offerte à la Délégation Wallonie-Bruxelles à midi, au 43, rue Buxtehude, 9e étage, Promenades du Vieux-Québec, Québec.
Information : 692-4148.

Réunion de la Région Amérique de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française
Réunion de la Conférence des Présidents de section de la Région Amérique de l'AIPLF, à l'Hôtel du Parlement.
En soirée, réception offerte aux participants du symposium du monde associatif francophone d'Amérique, à l'Hôtel du Parlement.
Information : 643-7391 - Marie-Hélène Bergeron.

Symposium du monde associatif francophone d'Amérique
Du 18 au 20 mars.
Thème : « L'Envoi de la francophonie d'Amérique dans l'espace international ».
À l'Hôtel Loews Le Concord, Québec.
Organisé par : La Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada; l'Association canadienne d'éducation de langue française; l'Action pour les francophones du Nord-Est; le Conseil de la vie française en Amérique; la Société nationale de l'Acadie; le Richelieu international.
Coût : 225 \$ par personne, étudiants à temps complet, 25 ans et moins, 50 \$ sur présentation de preuves à l'accueil.
Information : pour programme détaillé et réservation : 523-8471 - Charlotte Ouellet.

Souscription au Fonds mondial pour l'enseignement des français (section Québec/Canada)
Organisé par : Fédération internationale des professeurs de français.
Information : 656-2059 - 839-4354 (soir).

Vendredi 19
Réception au Consulat général de France
De 11 h à 13 h, accueil des participants de la Table de concertation de la francophonie par le Consul général de France.
Information : 688-0430.

Fête de la francophonie
À 17 h, au Musée de la Civilisation. Allocution d'ouverture par M. Dominique De Comblès De Nayves, consul général de France. Conférence sur la francophonie par M. Pinalie, linguiste.
- Par la suite, réception en musique et en saveurs francophones dans le hall d'entrée du Musée de la Civilisation.
Organisé par : L'Institut de l'Énergie des pays ayant en commun l'usage du français (IEPF), en collaboration avec le Musée de la Civilisation.
Information et réservation : 643-2158.

Réjouissances en Nouvelle-France
À 20 h 30, soirée de musique, chants et danses des 18e et 19e siècles par l'ensemble Nouvelle-France, à la Chapelle du Musée du Séminaire de Québec.
Organisé par : Le Mouvement Francité et l'Ensemble Nouvelle-France, 15 \$ par personne.
Information et réservation : 649-9723 - Marielle Fortin.

Réunion bisannuelle des leaders régionaux chez les aînés francophones au Canada
Organisé par : L'Association internationale francophone des aînés.
Information : 646-9117 - Guy Desrosiers.

Samedi 20
Journée internationale de la francophonie
Remise du Prix Champlain
Pour encourager la production littéraire chez les francophones qui vivent à l'extérieur du Québec et susciter chez les Québécois un intérêt pour les francophones d'Amérique.
Organisé par : Le Conseil de la vie française en Amérique, avec le soutien du Conseil de la langue française.
Information : 692-1150 - Lise Nadeau.

Séminaire nationale de la francophonie
Thème : « En français, bien sûr! »
Projet du monde de l'éducation à travers le Canada.
À Québec, dans le cadre du Symposium du monde associatif francophone d'Amérique, remise du Prix de la francophonie internationale, 12500 \$.
Organisé par : L'Association canadienne d'éducation de langue française.
Information : 681-4661.

Exposition de livres africains et antillais
Du 20 au 27 mars. Exposition de livres africains et antillais, au Centre Innovation, 2360, chemin Sainte-Foy.
Organisé par : Distribution La Liberté, distributeur exclusif de l'ACCT, La Librairie La Liberté, la Faculté des Lettres de l'Université Laval, le Centre Innovation et l'IEPF.
Information : Édition La Liberté - 658-3763.

Table ronde
Sujet : « Les médias influencent-ils la qualité du français parlé et écrit? »
À 11 h, à la Chapelle extérieure du Séminaire de Québec, 1, côte de la Fabrique, Québec.
Avec les concours de Paul-André Comeau, Jacques Guay, Raymond Giroux, Jean-Claude Blouin, Irène Belliveau et François Thiboutot.
Une invitation de la Table de concertation de la francophonie, coordonnée par le Conseil de la vie française en Amérique.
Entrée gratuite, bienvenue à tous!
Information : 692-1150 - Lise Nadeau.

Vendredi 26
La lecture théâtralisée «Éternel Amour»
À 19 h, au Musée de la Civilisation, à l'auditorium 1.
Lecture théâtralisée de grands textes amoureux par les comédiens Marie-Ginette Guay et Jacques Baril. Mise en scène : Denise Verville.
Production du Musée de la Civilisation et du Théâtre de la Commune de Québec inc.
Entrée gratuite, réservation nécessaire.
Information et réservation : 643-2158.

Liste des participants à la Table de concertation de la francophonie :

Amitiés Belgo-Canadiennes (Lac)	Tel. : (418) 658-4292	Consulat général de France	Tel. : (418) 688-0430
Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)	Tel. : (418) 681-4661	Délégation Wallonie-Bruxelles	Tel. : (418) 692-4148
Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF)	Tel. : (418) 644-5628	Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFAC)	Tel. : (418) 523-8471
Association des usagers de la langue française (ASULF)	Tel. : (418) 643-3440	Fédération internationale des professeurs de français (FIFP)	Tel. : (418) 656-2059
Association internationale francophone des aînés (AIFA)	Tel. : (418) 646-9117	Hôtel de Ville de Québec	Tel. : (418) 691-7418
Association Québec-France	Tel. : (418) 643-1616	Institut de l'Énergie des pays ayant en commun l'usage du français (IEPF)	Tel. : (418) 692-5277
Association québécoise des professeurs de français (AQPF)	Tel. : (418) 647-6725	Mouvement Francité	Tel. : (418) 649-9723
Association universitaire Québec-Antilles	Tel. : (418) 654-9035	Musée de la Civilisation	Tel. : (418) 643-2158
Centre international de recherche d'échanges et de coopération de la Caraïbe des Amériques (CIBRECA)	Tel. : (418) 656-5772	Musée du Québec	Tel. : (418) 643-2150
Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN)	Tel. : (418) 656-5170	Musée du Séminaire de Québec	Tel. : (418) 692-2843
Club Richelieu	Tel. : (418) 651-9900	Office de la langue française	Tel. : (514) 873-6567
Conseil de la langue française	Tel. : (418) 643-2740	Société COMMEDIA International	Tel. : (514) 465-0534
Conseil de la vie française en Amérique	Tel. : (418) 692-1150	Société nationale des Québécois et des Québécoises de la Capitale	Tel. : (418) 681-7011
		Société St-Jean-Baptiste de Québec	Tel. : (418) 623-9049

Coordination du calendrier et animation de la Table de concertation de la francophonie : **LE SOLEIL**

Johnson rencontrera les syndicats de la fonction publique séparément

QUÉBEC — Au moment même où des syndicats seront réunis pour établir leurs priorités pour le renouvellement de leurs conventions collectives, le président du Conseil du Trésor, les ministres de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux soumettront mardi une proposition aux représentants des 350 000 employés de la fonction publique, de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Au lieu de les rencontrer en bloc, comme par les années passées, chaque organisation sera vue à tour de rôle.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

La nouvelle formule laisse donc croire à certains représentants syndicaux que la proposition du gouvernement pourrait inclure plus qu'en gel salarial de deux ans. « Si le contenu de la proposition ne touche que les salaires, pourquoi faire des rencontres individuelles? » se demande-t-on à la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec.

Le fait que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec et le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec aient été convoqués à la même heure, fait déduire à d'autres représentants que le gouvernement pourrait avoir des propositions à faire sur l'embauche des occasionnels ou la sous-traitance dans la fonction publique. « L'essence des propositions sera la même pour tout le monde mais il peut y avoir des particularités ciblées par secteur », avance le SFPQ.

Au Conseil du Trésor, l'attaché de presse explique que la formule de rencontre a été modifiée uniquement parce que lors de la commission parlementaire sur les fi-

nces publiques, les organisations ont présenté des mémoires différents. Il refuse toutefois de préciser si la proposition soumise mardi se limite aux salaires ou si elle englobe aussi des clauses normatives. Le conseil des ministres s'est prononcé hier sur cette proposition.

Prix politique
Pour les dirigeants syndicaux il serait plus « économique » pour le gouvernement libéral de négocier plutôt que d'imposer un gel des salaires qui entraînerait une baisse de productivité et une détérioration des relations de travail. Le président de la FTQ, M. Fernand Daoust, signale également qu'il y aura un « prix politique » à payer si le gouvernement opte pour un gel des salaires.

Par ailleurs, les dirigeants syndicaux se demandent quel est l'intérêt pour le gouvernement de procéder immédiatement, si ce n'est que pour mieux modeler l'opinion publique avant d'entamer une véritable ronde de négociation. Les rumeurs des dernières semaines peuvent aussi servir à limiter l'appétit des syndicats qui préparent leurs cahiers de revendications. Les délégués de la Fédération des affaires sociales et de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec établiront la semaine prochaine leurs priorités de négociation. Au plan salarial, plusieurs groupes comptent réclamer la protection du pouvoir d'achat et poursuivre les travaux sur l'équité salariale. Le cas de la CEQ est particulier puisque la centrale n'a qu'à négocier les salaires cette année, les clauses normatives venant à échéance seulement l'an prochain.

En tentant d'imposer des paramètres salariaux ou normatifs dès maintenant, le gouvernement évite aussi de se retrouver face à des syndiqués qui auraient droit d'exercer des moyens de pression. Les représentants syndicaux jugent toutefois qu'il est trop tôt pour présumer des actions que les salariés pourraient prendre si le gouvernement tentait un coup de force. Malgré le souhait du Syndicat des fonctionnaires, les organisations ne forment pas un front commun.

ville de SAINTE-FOY

AVIS PUBLIC ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

AVIS est par les présentes donné que le Conseil tient une assemblée publique de consultation le 5 avril 1993, à compter de 20 heures ou aussitôt que Conseil pourra être entendu, à la salle du Conseil, située à l'Édifice Place de Ville, 1000, route de l'Église, Sainte-Foy; selon les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., ch. A-19.1).
Le projet de règlement 3335 a été adopté par le Conseil, le 16 mars 1993.

Le projet de règlement 3335 modifie le règlement de zonage 1401 dans le but : 1) de créer la zone commerce CC-21 à même une partie de la zone commerce CC-12; 2) d'agrandir la zone commerce CC-14 à même une partie de la zone commerce CC-12; 3) de modifier l'article 3.9.5.7; 4) d'abroger les articles 3.9.5.7.2, 3.9.5.7.5, 3.9.5.7.6, 3.9.5.7.7, 3.9.5.7.8, 3.9.5.7.9 et 3.9.5.7.10; 5) de créer des dispositions particulières à la zone commerce CC-21 concernant les usages autorisés, la marge de recul, la marge de recul pour une construction souterraine, la hauteur des bâtiments, l'angle d'ensoleillement, l'espace libre collectif, le stationnement souterrain et l'émission du permis de construire; 6) de créer des dispositions particulières à la zone CC-12 concernant les usages autorisés, la marge de recul, la marge de recul pour une construction souterraine, l'espace libre collectif, le stationnement souterrain et l'émission du permis de construire. (District Laurier)

Les zones CC-12 et CC-14 sont délimitées comme suit : au nord, par les lots S.-F. 282-12-P, 288-15-2, 288-14-4-2, 288-14-4-3, 654, 288-24-2, 288-21, 288-20, 288-19 et 288-18, ainsi que par les axes des rues des Châtelets et de Lavigne et par l'axe du boulevard Laurier, à l'est, par les lots S.-F. 695-1, 695-2 et 383-2, ainsi que par les axes des rues Marest, de Villery et l'avenue des Hôtels; au sud, par les lots S.-F. 303-3-P, 305-15, 303-17 et 376-P, ainsi que par les axes des rues Sasseville, Chamballon et chemin Saint-Louis; à l'ouest, par les axes des routes d'accès au pont de Québec, au pont Laporte ainsi que par l'axe de l'autoroute Henri IV, et selon les plans ci-après;

EXISTANT PROPOSE

Au cours de cette assemblée, les personnes et organismes qui désirent s'exprimer sur ce projet sont entendus. Le projet de règlement est disponible pour consultation au bureau du greffier de la Ville.

Fait à Sainte-Foy, le 16 mars 1993.

LE GREFFIER DE LA VILLE
RENÉ DAMPVILLE

Le groupe se défend d'être une secte

L'Ordre du Temple solaire nie avoir infiltré Hydro

QUÉBEC — Il est farfelu de prétendre que les membres du Temple solaire ou de l'Ordre des templiers T.S. inc., une organisation présente à Sainte-Anne-de-la-Pérade, aurait pu « infiltrer massivement » Hydro-Québec ou des ministères du gouvernement du Québec. Ceux qui soutiendraient le contraire, le feraient « à leurs risques et périls ».

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

C'est substantiellement le sens d'un communiqué émis, hier, par l'avocat Jacques Larochelle, au

nom de ses clients. Une démarche destinée à clarifier certains faits, compte tenu de l'« extrême confusion entretenue par les médias » à leur égard.

Selon cette source, la possibilité d'une infiltration en masse de l'appareil gouvernemental ne tient aucunement puisque l'ordre « ne compte qu'environ 45 membres, dont six sont des fonctionnaires au sens large du terme. »

Par ailleurs, celui qui a été dénoncé comme étant le « gourou » de cette organisation « philosophique et fraternelle », l'homeopathe suisse Luc Joret, n'a remis sa démission comme membre du conseil d'administration que le 7 janvier dernier. Le communiqué précise que c'était le seul lien de

ce dernier avec l'Ordre depuis 1990. Un conseil qui ne compterait que sept membres et qui ne se réunirait qu'une seule fois l'an.

En outre, les conférences prononcées par Luc Joret au Québec, depuis 1990, ne l'auraient été ni à la demande, ni à l'initiative de l'ordre.

Quant à Herman Delorme, accusé avec Jean-Pierre Vinet, de complot pour trafic d'armes et possession d'armes prohibées, il aurait été rayé de l'ordre assez récemment, soit le 18 janvier dernier, faute d'avoir payé ses cotisations « depuis plusieurs années ». Le communiqué ajoute qu'il est totalement inactif dans le groupe depuis au moins deux ans, qu'il n'a jamais occupé de poste dans la hiérarchie et n'a jamais assumé de responsabilités.

Pour ce qui est de Vinet, c'est le

27 février 1992 qu'il aurait remis sa démission.

Le groupe se défend bien d'être une secte. Sa raison d'être s'articulerait autour d'un enseignement à la portée de tous, basé sur le respect de la vie et l'élevation morale et spirituelle de l'homme.

Cette organisation soutient en outre n'avoir aucun lien avec un autre groupe, du nom de Archs, qui a pignon sur la rue Lafleur à Saint-Sauveur-des-Monts, au nord de Montréal. « L'Ordre des Templiers T.S. n'est ni propriétaire des lieux, ni locataire et n'y a jamais exercé aucune activité quelconque ».

Enfin, l'Ordre affirme qu'elle n'a participé à « aucune activité criminelle ou répréhensible ».

Une consigne

Ce communiqué coïncide avec

une consigne du silence qui semble frapper l'organisation et ceux ou celles pouvant y être associés.

Joint par LE SOLEIL, hier, au ministère des Finances, Robert Falardeau, de Charlesbourg, s'est refusé à tout commentaire, sinon de dire qu'il était « victime de bien des choses », mais que la vérité éclaterait bientôt au grand jour. Il a invité le journaliste à communiquer avec Me Larochelle.

La directrice des ressources humaines à ce ministère, Hélène Dupuis, s'est aussi montrée avare de commentaires, sinon pour indiquer que le dossier de M. Falardeau était « sous étude ». Le nom de ce dernier, qui occupe un poste de professionnel et non de cadre à ce ministère, a déjà sorti comme étant l'actuel « grand maître » de ce groupe.

A Sainte-Anne-de-la-Pérade,

une femme qui a refusé de s'identifier, s'est contenté de dire que désormais l'ordre ne ferait plus de déclarations aux médias, de s'en remettre au communiqué de Me Larochelle.

L'organisation a commencé à faire la une, il y a une dizaine de jours, à la suite d'une série de perquisitions de la Sûreté du Québec, relatives, selon un de ses informateurs, à un présumé complot de l'Ordre du Temple solaire pour s'armer en vue de liquider des personnalités politiques soupçonnées de mener le Québec à sa perte.



Taux de natalité à la baisse de 2,6% en 1991

OTTAWA (AFP) — Le taux de natalité a chuté de 2,6 % au

Canada en 1991, après trois années de hausse, a annoncé hier l'agence fédérale Statistique Canada.



Un total de 402 528 naissances ont été enregistrées au Canada en 1991, une baisse de 0,7 % par rapport à 1990.

AN	Naissances totales	Taux de naissance
1961	475 700	26,1
1971	362 187	16,8
1981	371 346	15,3
1990	405 486	15,3
1991	402 528	14,9

Note: Le taux de naissance se définit comme le nombre de naissances par 1000 habitants

Statistique Canada CP / LE SOLEIL

Avec 402 528 naissances enregistrées en 1991, soit 14,9 par tranche de 1000 habitants, contre 15,3 l'année précédente, le Canada dépasse à peine les chiffres de 1987, qui établissent le nombre des naissances à 14,4 pour 1000, précise l'agence dans son dernier rapport.

En 1990, le taux de natalité était à son plus haut niveau en comparaison aux dix années précédentes.

La moyenne d'âge des femmes qui ont accouché en 1991 était de 28,2 ans, indique le rapport, ajoutant que 35 % des enfants nés cette année avaient une mère âgée de 30 à 40 ans, contre seulement 18 % en 1975.

Le taux de natalité au Canada se compare, pour 1991, à ceux de la Norvège (14,2 naissances pour 1000 habitants), l'Australie (14,8), la Pologne et la Suède (14,3), alors que les plus forts taux des pays industrialisés se rencontraient aux États-Unis (16,3) et en Nouvelle-Zélande (17,8).

L'Italie et le Japon ont connu en 1991 les taux de natalité les plus faibles, inférieurs à 10 pour 1000, alors qu'en Allemagne, au Danemark et en Suisse, ils étaient compris entre 11 et 13 pour 1000, rappelle Statistique Canada.

SUPER VENTE

"Échantillons de plancher"

LES CANAPÉS

	Prix régulier	SOLDE
▲ Imprimé vert, 62"	519 \$	349 \$
▲ Imprimé gris, 64"	715 \$	349 \$
▲ Texture beige, 75", canapé-lit	729 \$	499 \$
▲ Texture beige, 68", canapé-lit	889 \$	599 \$

Canapés 2 pl. 60", très actuels dans un imprimé aqua et rose
Une valeur de 1 190 \$ **2 POUR 595 \$**

◆ Cuir blanc, 60"	2 069 \$	799 \$
■ Jacquard vert, 67"	1 175 \$	895 \$
● Cuir gris, 58"	1 585 \$	899 \$
■ Jacquard bordeaux, 67"	1 295 \$	995 \$
● Cuir gris, 58"	1 995 \$	999 \$
■ Imprimé rose, canapé 3 pl. 83" & canapé 2 pl. 60"	2 790 \$	1 495 \$

Canapés 2 pl. 56", très accueillants et confortables, cuir bleu foncé
Une valeur de 3 390 \$ **2 POUR 1 695 \$**

● Cuir marine, 60"	1 895 \$	1 595 \$
◆ Cuir ivoire, 58"	2 539 \$	1 899 \$
● Cuir brun, 52"	4 095 \$	2 999 \$
■ Cuir noir, canapé 3 pl. 83" & canapé 2 pl. 60"	6 234 \$	4 189 \$

Et de nombreux autres modèles

LES FAUTEUILS

	Prix régulier	SOLDE
Fauteuils d'appoint, rotin blanc, noir, vert ou noyer		
Une valeur de 498 \$		2 POUR 249 \$

▲ Vinyl noir	365 \$	199 \$
▲ Jacquard vert	395 \$	249 \$
▲ Imprimé noir	449 \$	299 \$
▲ Jacquard bordeaux	1 539 \$	499 \$
▲ Velours bleu, inclinable	795 \$	549 \$

Fauteuils berçants et pivotants, texture rose ou verte
Une valeur de 898 \$ **2 POUR 449 \$**

Bergères à oreilles "Queen Ann", texture ivoire, rose, bordeaux ou verte
Une valeur de 1 298 \$ **2 POUR 649 \$**

▲ Velours rose	819 \$	599 \$
■ Cuir bleu	1 249 \$	599 \$

Et de nombreux autres modèles

LES SALLES À MANGER ET CHAMBRES À COUCHER

	Prix régulier	SOLDE
▲ Vitrine 25"x 64", érable	1 095 \$	799 \$
■ Mobilier: table et 4 chaises, stratifié et laque blanche	1 771 \$	1 295 \$
■ Mobilier: commode, miroir, lit et 2 tables de chevet, laque blanche	2 805 \$	2 349 \$
◆ Vitrine 55"x 64", cristal et laque noire	5 995 \$	2 799 \$
◆ Table 78"x 39", marbre rouge et noir, plateau cristal	5 990 \$	2 989 \$
▲ Mobilier: table, buffet, vaisselier, 4 chaises et 2 fauteuils, cerisier	6 795 \$	4 999 \$
▲ Mobilier: table, buffet, vaisselier, 4 chaises et 2 fauteuils, cerisier	9 155 \$	7 949 \$

Et de nombreux autres modèles

LES MEUBLES D'APPOINT

	Prix régulier	SOLDE
▲ Coffre, 44"x 27", acajou	1 665 \$	549 \$
▲ Paravent, 64"x 72", laque blanche	739 \$	599 \$
◆ Table basse, 39"x 39", marbre noir et verre clair	1 545 \$	599 \$
▲ Table console 30", laque noire	2 095 \$	999 \$

Fauteuils "Chippendale" inclinables, inclinables, texture ivoire, rose, ivoire, rose, bordeaux ou verte
Une valeur de 1 790 \$ **2 POUR 895 \$**

■ Système de rangement, chêne cérusé, 64"x 20"x 54"	1 869 \$	1 199 \$
● Système de rangement, laque noire, 97"x 17"x 74"	4 595 \$	1 999 \$

Et de nombreux autres modèles

Profitez aussi d'un vaste choix de tables d'appoint, lampes, gravures, accessoires décoratifs et tapis.

Entre la date de conception et la date de parution de cette annonce, il se peut que certains articles ne soient plus disponibles; nous vous prions de nous en excuser.

À ce prix-là, on est tenté d'en prendre deux.

29⁹⁵\$ par mois

Le forfait **Avantage portatif**

- Comprend trois mois gratuits d'options Week-ends illimités et Facturation détaillée ainsi que l'accès au Centre de messages.
- Comprend le téléphone portatif Nokia 101. Ou encore le DPC Plus, de Motorola.
- Le forfait Avantage portatif Plus à 42,95\$* comprend 30 minutes par mois pour les 36 prochains mois.
- Pour une période de temps limitée.

Comprend l'accès mensuel. Versement initial requis et frais de rachat en sus. Frais annuels d'accès au réseau et taxes applicables en sus. Sous réserve d'approbation de crédit. Adressez-vous au distributeur pour connaître toutes les conditions. Miles AIR MILES offerts uniquement aux abonnés des services CP et PL de Bell Mobile Cellulaire. AIR MILES International Holdings N.V. Bell Mobile Cellulaire inc., usager inscrit.

Centre Cellulaire Charest
1171, boul. Charest Ouest
687-2121

Bell Mobilité
Centre Cellulaire Plus

AUCUN PAIEMENT AVANT SEPTEMBRE 1993*

*Conditionnel à l'approbation du crédit-Acompte 30%-Intérêt à compter du 12 septembre 1993 sur solde dû.

LA GALERIE DU MEUBLE

5 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS

■ CONTEMPORAIN 18, rue Courcellette Tél.: 681-0171	▲ CLASSIQUE 1215, boul. Charest O. Tél.: 681-0171	◆ ROCHE BOBOIS 9, rue Courcellette Tél.: 681-4101	● CUIR NO 1 2960, boul. Laurier Tél.: 681-0171	▲ SOFA DESIGN 10, rue Courcellette Tél.: 681-2302
--	---	---	--	---

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au mercredi 9 h à 17 h 30 • Jeudi et vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h

**JEUDI ET VENDREDI
JUSQU'À 21 H.
SAMEDI JUSQU'À 17 H.**

Intégration de Danny Rouette Les commissions scolaires peuvent interjeter appel

QUÉBEC — Les commissions scolaires Ancienne-Lorette-Montcalm et Jeune-Lorette obtiennent la permission d'appeler du jugement du Tribunal des droits de la personne rendu le 9 février dernier et qui ordonnait que Danny Rouette, un jeune déficient intellectuel de 19 ans, soit intégré dans une classe régulière à la polyvalente de son quartier.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Toutefois, cette permission d'appeler ne remet pas en cause, du moins jusqu'à ce que la cour d'appel se prononce, l'intégration de Danny qui, depuis une semaine, fréquente une classe de troisième secondaire à la polyvalente de L'Ancienne-Lorette; le jugement du Tribunal des droits de la per-

sonne étant exécutoire.

Il reste à déterminer à quel moment la cour d'appel entendra la cause. Un autre cas d'intégration scolaire est actuellement devant cette cour. En rendant sa décision, hier, le juge Roger Chouinard a demandé aux procureurs des deux parties d'étudier la possibilité que les deux causes soient entendues en même temps.

Mme Louise Rouette est soulagée de voir son fils à l'école. Il y

a six ans, elle laissait son emploi pour lui enseigner avec l'aide d'une spécialiste en éducation. Elle espère maintenant retourner sur le marché du travail. Les Rouette ont hypothéqué leur maison pour payer les frais occasionnés par ces années de contestation.

Le 5 avril, trois juges de la cour d'appel auront à se prononcer sur une autre requête des commissions scolaires Ancienne-Lorette-Montcalm et Jeune-Lorette. Elle portera principalement sur une demande de suspension du délai de cinq mois que donne le Tribunal aux deux commissions scolaires pour mettre en place des services éducatifs aux élèves ayant une déficience intellectuelle qui soient conformes à la Charte des droits et libertés de la personne.

Les deux commissions scolaires sont également condamnées par le tribunal à verser une somme de 47 900 \$ en dommages matériels et moraux à Danny et à ses parents. Cette partie du jugement n'étant pas exécutoire, la famille Rouette devra attendre la décision de la cour d'appel.



Nouvelle campagne d'Opération Enfant Soleil

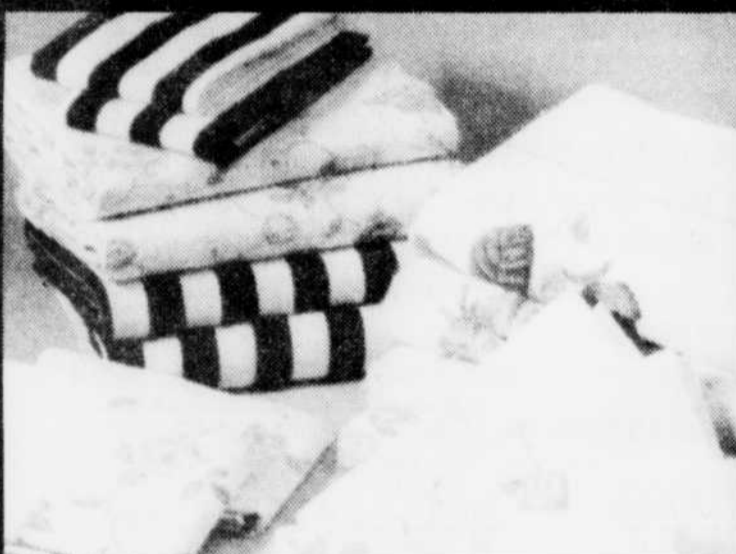
Alain Dumas, animateur et imitateur bien connu de CHIK-FM, à droite, sera au nombre des nouveaux animateurs qui présenteront le téléthon Opération Enfant Soleil, qui sera tenu aux Galeries de la Capitale les 5 et 6 juin, sous le thème « Au-delà de la maladie, c'est la vie ». Il présente ici la nouvelle affiche de la campagne de financement en compagnie du directeur général de l'organisme, M. Pierre Touzin. Aucun objectif financier n'a été fixé, mais on espère dépasser les recettes de l'année dernière, qui ont atteint au total une somme de 4 millions \$.

■ L'Église du Christ fait du recrutement

QUÉBEC — L'Église du Christ qui a pignon sur rue à Sainte-Foy distribue depuis quelques jours par l'intermédiaire de Postes Canada une brochure dans le but de recruter de nouveaux fidèles. Environ sept millions de brochures seront distribuées dans tous les foyers du Québec et dans certaines provinces canadiennes. En octobre dernier, cinq millions de foyers de provinces anglophones ont reçu cette brochure. L'Église du Christ qui livre le message de la bible est présente dans la région de Québec depuis 23 ans. Elle compte environ 50 fidèles. Elle est indépendante des autres mouvements religieux. L'Église du Christ regroupe près de 22 000 assemblées locales autonomes à travers le monde.

Jours la Baie

L'avantage des meilleurs rabais maison!



50 % de rabais ENSEMBLES DE DRAPS EN PERCALE
Draps signés J.P. Stevens et proposés en une variété de motifs et de couleurs. Une place, deux places, grand lit ou très grand lit. Ord. 40 \$ à 160 \$.
Jours la Baie 19,99 \$ à 79,99 \$ l'ens
Linge de maison, rayon 607



50 % de rabais LITERIE EN SAC TEXMADE, EXCLUSIVE
Comprend un ensemble de draps en percale, un edredon, un volant, 2 taies d'oreiller (une dans l'ens. une place) et 2 couvre-oreiller (un dans l'ens. une place). Teintes au choix. Une place, deux places ou grand lit. Ord. 200 \$ à 320 \$. Jours la Baie 99,99 \$ à 159,99 \$ l'ens



33 % de rabais CARAFES ISOLANTES LIQUIDÉE PAR LE FABRICANT
Contenance d'un litre, double isolant en verre et bec verseur commode. Blanc, noir ou vert. Ord. 14,99 \$.
Jours la Baie
999 \$ ch.
Articles ménagers, rayon 637
Magasin exceptionnels - Chaudières
Pavane du Coup et VSI-D'Or



GARANTIE DES PRIX

NOTRE PRIX N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI BAS!
99 \$ ch.
ASPIRATEUR REGINA
Un achat exceptionnel! Aspirateur-balai à moteur performant de 5,7 ampères. Autorégulation selon le type de tapis et jeu de 5 accessoires permettant de nettoyer partout dans la maison. N° H06331. Desoies, pas de bon d'achat diffère. Tant qu'il y en aura!
Gros électroménagers, rayon 627

Béatification de Dina Bélanger Les pèlerins restent enthousiastes malgré tout

ROME — Le voyage d'un groupe de religieuses de Québec et de la Beauce vers la Ville Éternelle pour la béatification, samedi, de la Québécoise Dina Bélanger n'a pas été de tout repos et les difficultés à l'arrivée à Rome n'ont en rien atténué leur enthousiasme.

par PIERRE APRIL
de la Presse canadienne

Mardi, dans l'avion Alitalia qui a emporté plus de 300 pèlerins du Québec et du Nouveau-Brunswick à Rome, on dénombrait une cinquantaine de religieuses, toutes au moins dans la cinquantaine, et qui vivaient un moment précieux. Pour quelques-unes d'entre elles, c'était le premier voyage dans la Ville Éternelle.

Les retards accumulés au départ de Sillery - parce qu'il a bien fallu attendre quelques retardataires -, la panne d'ordinateur à l'aéroport de Mirabel qui a reporté l'embarquement de plus d'une heure, le long vol de plus de six heures et l'insomnie n'ont jamais réussi à altérer cette grande joie de participer au couronnement de leurs deux consœurs mais surtout de « leur » Dina.

Même le film projeté à bord du Boeing 747 qui racontait la vie intime d'un couple à Las Vegas n'a pas semblé modifier l'état d'esprit des voyageurs et des voyageuses.

L'arrivée à Rome, par un temps humide étouffant où il aura fallu

attendre, debout près du carrousel, plus d'une heure avant de voir apparaître la première valise, ainsi que le long délai à bord d'un autobus surchauffé, la tortueuse randonnée pour rentrer à Rome à une vitesse folle, l'interminable délai avant de pouvoir gagner les chambres d'hôtel, n'ont pas réussi à changer l'atmosphère de sérénité qui s'est dégagée pendant toute cette première journée de pèlerinage.

Chez les laïcs, toutes des personnes âgées ou des couples de retraités du Québec, de la Beauce et du Nouveau-Brunswick, là où les religieuses de Jésus-Marie dirigent des maisons d'enseignement, il n'y a jamais eu un seul éclat de voix. La patience et, dans certains cas, la résignation, étaient de rigueur. Comme le disait une religieuse, « c'est la voie que Dina nous a montrée ». Rendues à l'hôtel, les voyageuses ont dû dans certains cas monter les neuf étages à pied parce que l'ascenseur était en panne.

Personne n'est allé immédiatement se coucher malgré les fatigues du voyage.

LIQUIDATION FINALE

Vêtements de ski
Homme - Femme

Sélection de 1 pièce
COLMAR, NORDICA,
NEVICA, DUBIN
rég. jusqu'à 1100,00 \$

349,95 \$

Manteaux de Ville
rég. jusqu'à 670,00 \$

249,95 \$

Anorak Goretex
Duvet amovible
DUBIN

rég. jusqu'à 700,00 \$

349,95 \$

Sélection d'ensemble
2 pièces
NORDICA,
NEVICA, DUBIN
rég. jusqu'à 800,00 \$

349,95 \$

Lunettes et accessoires
de ski à

50 %

Sélection d'ensemble
2 pièces
COLMAR, KILLY
rég. jusqu'à 1400,00 \$

499,95 \$

BOUTIK SUISSE

1366, Maguire, Sillery 418.527.0604

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX!

En vigueur jusqu'au
dimanche 28 mars.

LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

SERVICE D'IMPÔT ASSURÉ
HUB BLOCK

UNE PLACE AU SOLEIL



Festival beauceron de l'érable

La tempête de la St-Pat's est terminée; le soleil se remet à réchauffer; c'est le temps des sucres. Dans la Beauce, on ne sait jamais si c'est la Chaudière qui débordera avant les chaudières accrochées aux érables ou l'inverse, mais quoi qu'il en soit, le printemps est toujours énormément présent dans cette vallée autant industrielle que sylvicole. Depuis hier et jusqu'au 21 mars, toute la population est invitée à célébrer le 4e Festival beauceron de l'érable qui se déroule dans la capitale de la Beauce du sud, la ville de Saint-Georges. Les personnes intéressées à se sucrer l'bec auront plus de renseignements en téléphonant au 227-4642.

Il était une fois Québec

À l'occasion de ses conférences mensuelles, la Société historique de Québec présente, aujourd'hui à 20 h, dans la résidence des Services diocésains, sise au 1073, boul René-Lévesque Ouest, une conférence du journaliste **Jean-Louis Gagnon**, intitulée « Il était une fois Québec ». C'est juste en face du collège des Jésuites, aujourd'hui connu sous le nom de collège Garnier, et le stationnement y est très facile.

Soirée-casino

La directrice générale de la Chambre de commerce de Charlesbourg, **Hélène Thibault**, nous avise que « sa » chambre organise une soirée casino, le vendredi 26 mars, à 20 h, dans le sous-sol de l'église Saint-Jérôme de Charlesbourg, au 6350, 3e Avenue Est.

Québec-Wallonie

Désireux d'accorder une attention encore plus soutenue aux suites des stages et de valoriser les meilleurs d'entre eux, le coprésident de l'Association Québec-Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, le ministre délégué aux Affaires internationales et responsable de la francophonie, **Guy Rivard**, décrètera, à midi, dans les locaux de la délégation belge, au 43, rue Buade, à Québec, et ce pour une deuxième année, une bourse de 2000 \$ à un groupe de stagiaires qui a présenté un projet précis de coopération.

Faire parvenir vos communiqués à: **PIERRE CHAMPAGNE**
LE SOLEIL, C.P. 1547, 390, St-Vallier Est, Québec, G1K7J6.
Tél: 647-3394 Fax: 647-3374

Des shows qui ont du chien

C'est ce soir, au cégep de Sainte-Foy, que débute les finales régionales des *Cégeps en spectacle*, des shows qui ont du chien, affirme **Jici Lauzon**, porte-parole de cette 14e présentation. À l'issue de cette 2e étape, chacun des lauréats se verra octroyer une bourse Alcan de 500 \$. Les neuf finalistes (ils étaient 47 cégeps à participer au début) seront alors propulsés sur la scène de la grande finale, le 24 avril, au collège de Sherbrooke.

Déjeuner familial

À l'occasion de son 4e anniversaire de fondation, le grand conseil no 10017 des Chevaliers de Colomb de Beauport invite toute la population régionale à un déjeuner familial, dimanche matin, dès 9 h, au centre Mgr-Laval de Beauport. Le déjeuner, avec animation musicale, est offert à 5 \$ pour les adultes et à 3 \$ pour les enfants de six à 10 ans. Les personnes intéressées doivent communiquer avec **Charles Landry** au 661-2670, **Raymond Rodrigue** au 663-0238, **André Laroche** au 667-4500 ou **Gilles Bourret** au 661-4053.

Les Italiens

Le « baron » **Ercole Turchetti** était à Québec, cette semaine, plus précisément au Château Frontenac, où il agissait comme maître de cérémonie lors du lancement de la quinzaine gastronomique italienne qui se déroule jusqu'au 28 mars au Café de la Terrasse. D'autres Italiens « pure laine » avaient été invités à cet événement dont les restaurateurs **Lino Bragoli** et **Luigi Leone** et le bijoutier **Walter Covanti**. M. Turchetti, toujours le même à 75 ans, a travaillé longtemps à Québec, au Château Frontenac et plus encore au Holiday Inn de Sainte-Foy où il agissait comme maître d'hôtel « magna cum laude ».

Alzheimer

C'est dimanche que le lieutenant-gouverneur du Québec, M. **Martial Asselin**, présidera le déjeuner-bénéfice de la Société Alzheimer de Québec, au restaurant **Le Bistango** de Sainte-Foy. La conférencière invitée, **Odette Langlois**, entretiendra son auditoire sur « Le rire et la santé ». Pour plus de renseignements, il faut joindre **Nicole Fiset** au 527-4294.



BANANE

Produit importé, qualité supérieure



47¢ la livre
1.04\$ le kilo

BROCOLI

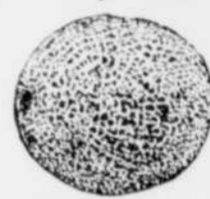
Produit de Californie, grosseur #14, qualité supérieure



67¢ chacun

CANTALOUPE

Produit du Honduras, grosseur #23, qualité supérieure



67¢ chacun

ORANGES SUNKIST

Produit de Californie, sans pépins, grosseur #138, qualité supérieure



12 pour 1.47\$

LAITUE EN POMME

Produit de Californie, grosseur #24, qualité supérieure



97¢ chacune

CAROTTES 5 livres

Produit du Québec, qualité supérieure



1.27\$ sac de 5 livres

CONCOMBRE ANGLAIS

Produit de l'Ontario, de serre, moyen, qualité supérieure



67¢ chacun

CHAMPIGNONS

BLANCS ou CAFÉ, produit de l'Ontario, frais, qualité supérieure



97¢ la chopine

EPINARD

Frais, produit des États-Unis, 10 onces (284 g), qualité supérieure



67¢ le cello

ZUCCHINIS

Produit du Mexique, pré-emballés, qualité supérieure



67¢ 1.48\$ le kilo la livre

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU 21 MARS 1993 INCLUSIVEMENT DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

LE JARDIN MOBILE

Brrrrassez de bonnes affaires avec ces aubaines fracassantes!

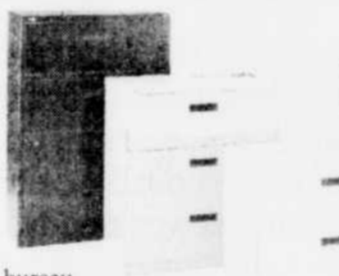


À un prix aussi avantageux, le FAUTEUIL DE CADRE DE OE fera du brrrruit dans le marché! Ce fauteuil à dossier haut est offert en tissu bleu, gris ou noir. Des chaises pour invités assorties sont aussi disponibles.

128\$

PRIX D'AUBAINE:

Ces CLASSEURS LATÉRAUX durables sont idéals pour votre bureau... et votre budget! Munis de barres de suspension, ces classeurs verrouillables sont offerts en modèles beiges, noirs ou gris à 2 tiroirs (238\$), 3 tiroirs (328\$) et 4 tiroirs (428\$).



98\$

CANTEL Agent agréé



C'est pour vous! Pourquoi vous priver plus longtemps d'un TELEPHONE CELLULAIRE PORTATIF? Le modèle NOKIA PT-612 vient avec pile et chargeur modèle de table. Un chargeur rapide pour véhicule vous est offert en option.

98\$

PRIX FRACASSE!

À la fois abordable et complet, le télécopieur FAXPHONE 40 de CANON ne peut vous laisser froid. Ce modèle est doté d'un autocommutateur télécopieur/téléphone, d'un raccord pour répondre, d'un alimenteur automatique de papier, d'une touche de composition abrégée, d'une reproduction des demi-tesmites de qualité et plus encore!

498\$



Le COPIEUR PERSONNEL PC-2L de CANON compte aussi parmi nos aubaines fracassantes. Reproduisant les formats carte professionnelle, lettre ou juridique, ce copieur modèle de table ne nécessite pratiquement aucun entretien. Particulièrement pratique, le PC-2L permet l'alimentation d'une cinquantaine de feuilles empilées. Même à un prix aussi bas, une cartouche d'une valeur de 98 \$ est incluse.

798\$ SEULEMENT



Cartouche incluse! (Valeur de 98\$)

Si votre espace et votre budget sont limités, nous vous recommandons l'ENSEMBLE POUR ORDINATEUR O'SULLIVAN s'inspirant des bureaux de l'armée suisse. Vous verrez, c'est brrrrillant! Le bureau, chêne colonial ou champagne, mesure 61 cm de profondeur sur 152 cm de largeur (24 po x 60 po). Il comporte une étagère, un tiroir pour imprimante et un tiroir de rangement.

288\$ PRIX INCROYABLEMENT BAS!



Passer au magasin-entrepôt OE Direct cet hiver... de telles aubaines vous feront chaud au cœur! Nos représentants seront heureux de mettre leurs compétences à votre service en répondant à toutes vos questions sur les meubles de bureau, les machines à écrire, les télécopieurs, les téléphones cellulaires, les copieurs et les fournitures qui vous intéressent. Avec un si grand choix d'articles de qualité à prix d'aubaine, vous êtes certain de brrrrasser de bonnes affaires.

Demandez sans tarder votre exemplaire de notre dépliant «Des aubaines fracassantes!» en passant au magasin-entrepôt ou, si vous préférez ne pas brrrraver le froid, en composant l'un des numéros ci-dessous. Nous vous l'enverrons aussitôt par la poste. Que votre bureau soit à l'extérieur ou à domicile, vous êtes assuré d'y trouver tout ce dont vous avez besoin, à des prix qui vous donneront envie de dire: «brrrravo»!

GE DIRECT

Magasin-Entrepôt



QUÉBEC
CENTRE DE DÉTAIL
2150, boul. Charest ouest
Sainte-Foy
Tél.: 683-0303
Télex: 687-3925
Lun. - Ven.: 8 h - 17 h
Samedi: 10 h - 17 h
Fermé le dimanche

LES PRIX SONT EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 MARS 1993 ou jusqu'à épuisement des stocks.
• Certains articles peuvent être réservés. • Les prix n'incluent pas les taxes applicables et peuvent être modifiés sans préavis. • L'offre est temporaire jusqu'à épuisement des stocks. • Certains articles ne sont pas offerts dans tous les magasins-entrepôts et peuvent être légèrement différents. • Les prix n'incluent pas les accessoires. • A.D.E. • Les téléphones cellulaires doivent être achetés par OE et faire l'objet d'une entente de 12 mois maximum (30 minutes) avec le réseau Celltel. Remarque: certains articles sont réservés.





Clinton et Eltsine pourraient se rencontrer sous les totems

Les organisateurs américains et russes de la prochaine rencontre au sommet des présidents Bill Clinton et Boris Eltsine à Vancouver, les 3 et 4 avril, inspectent le parc de totems du Musée d'anthropologie de l'Université de Colombie-Britannique, un des endroits envisagés pour ce rendez-vous historique.

Menacée de poursuites par le ministère de l'Environnement L'aluminerie Reynolds reçoit un prix de bonne conduite écologique

QUÉBEC — L'aluminerie Reynolds recevra aujourd'hui un prix de bonne conduite écologique de la part du ministère de l'Environnement du Québec qui se propose toujours de la poursuivre en justice pour... pollution de la baie des Anglais, à Baie-Comeau.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Ottawa et Québec profiteront de la tenue du congrès de l'Association québécoise des techniques de l'eau, à Saint-Hyacinthe, pour remettre une attestation reconnaissant « publiquement les efforts d'assainissement des eaux industrielles » de la compagnie appartenant à des intérêts américains.

En investissant 12 millions \$, en 1991, la firme a diminué de 80 % sa consommation d'eau, de 85 % ses rejets de matières en suspension, d'huiles et de graisses tout en éliminant le déversement d'hydrocarbures aromatiques polycycliques, les HAP, une substance cancérigène.

Le porte-parole de la compagnie, M. Guy Sarrasin, ajoute que des travaux de 5 millions \$ ont débuté, cette semaine, pour isoler trois dépôts de déchets dangereux. Tout se retrouvera à l'en-

droit où s'empilent les brasques, un détritit provenant des cuves d'électrolyse et contenant des substances hautement toxiques comme le cyanure et le fluor.

C'est la compagnie qui a contacté LE SOLEIL à ce sujet, elle qu'un rapport récent tient comme responsable de la présence de HAP et de BPC (biphényles polychlorés) dans le secteur le plus pollué de la baie des Anglais. Le cabinet du ministre de l'Environnement a laissé entendre que la note de 16 millions \$ pour la dépollution lui sera refilée s'il est prouvé que Reynolds est coupable de l'empoisonnement de l'endroit.

M. Sarrasin réitère que la compagnie n'a pas l'intention de verser un sou. Il plaide que l'entreprise a cessé tout déversement de BPC et de HAP quand les scientifiques ont appris que ces matières étaient toxiques. Selon lui, le niveau de danger est très faible et a même tendance à diminuer tout

seul. À son avis, il serait plus dangereux de remuer les sédiments pour une pollution qui, insiste-t-il, n'affecte pas l'eau de la baie.

Permis de chasse additionnels à Anticosti SEPAQ et pourvoyeurs se disputent la manne

ANTICOSTI — La SEPAQ et le principal pourvoyeur privé opérant à Anticosti, le groupe dirigé par Jean Gagnon de Cap-Chat, estiment tous les deux que le Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche devrait leur attribuer la majorité des 1500 permis de chasse additionnels qui seront bientôt émis.

par HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

« Ces nouveaux permis seront octroyés dès la saison de chasse 1993 », a confirmé Carol Mathieu, attaché politique du ministre Gaston Blackburn. Toutefois, en début de soirée, M. Mathieu ne pouvait confirmer si la Société des Établissements de Plein-Air du Québec (SEPAQ) héritera des permis additionnels ou s'ils seront partagés entre les diverses pourvoies de ce territoire.

Selon un document dont LE SOLEIL a obtenu copie, la SEPAQ utilise d'ores et déjà 2850 des 3050 permis qui lui sont accessibles, tandis que les pourvoies « Lac Geneviève » et « Cerf-Sau » offrent la totalité de leurs permis disponibles, soit respectivement 480 et 311.

Les « Pourvoies Anticosti », « Safari Anticosti » et « Aquila » appartenant à un groupe d'hommes d'affaires présidé par Jean Gagnon, limitent l'accessibilité à leurs territoires à 600 chasseurs, sur une possibilité de 1200 « afin de réduire de pression de chasse et bonifier les chances de captures de leur clientèle », comme l'indique la publicité du groupe.



Jacques Gagnon, contremaître de chantier

LE POUVOIR DE CANTEL EST GRATUIT DURANT LES WEEK-ENDS

Comme bien d'autres gens, cet homme recherche la tranquillité et l'évasion durant ses temps libres. Aujourd'hui, Cantel lui offre gratuitement tout le pouvoir cellulaire dont il a besoin durant les week-ends. Voilà ce qu'il obtient automatiquement avec l'offre exceptionnelle de Cantel pour seulement:

2995 \$
par mois

- L'Option week-end Cantel^{MC}
59 heures de temps d'antenne local sans frais durant tous les week-ends, dès maintenant jusqu'à la fin de semaine de la fête du Travail;
une valeur de **1995 \$** par mois
- Deux mois d'utilisation gratuite du Message MobileSM;
une valeur de **990 \$**
- et la Facturation détaillée;
une valeur de **700 \$**

- Le Service de dépannage routier Cantel^{MC}
notre programme d'assistance en cas de panne, accessible en composant *AUTO, offert gratuitement jusqu'à la fin de semaine de la fête du Travail;
une valeur de **495 \$** par mois

- Le Bloc de minutes^{MC}
comprenant 30 minutes de temps d'antenne local chaque mois durant trois ans;
une valeur de **54000 \$**

De plus, vous pouvez vous offrir un nouveau téléphone cellulaire portatif pour seulement

399 \$



L'appareil offert peut être différent de celui illustré.

CANTEL
LE POUVOIR DU RÉSEAU
Regroupement d'agents agréés Cantel du Québec



Cette offre est conditionnelle à une nouvelle activation sur le réseau Cantel avec le Programme CantelSM, moyennant des redevances mensuelles de 2995 \$ pour une période de 36 mois. Le tarif habituel de temps d'antenne local est de 0,50 \$ par minute. La gratuité du temps d'antenne n'est applicable qu'aux appels locaux seulement. Certaines conditions s'appliquent. Taxes, frais annuels d'accès au système, frais de mise en service et frais d'interurbain en sus. Cette offre est conditionnelle à l'approbation de crédit de Cantel. Valable jusqu'au 31 mai 1993. Pour plus de détails, voyez le représentant Cantel de votre localité.

Rogers Centres de service Cantel
Rogers Centres de service Cantel Québec
2700, rue Jean-Perrin
843-0000

Agent Agréé Cantel
Saint-Jean-Chrysostome
Laliberté Électronique
1007, rue Fontaine
839-4328

Sainte-Foy
Roberts Télécom
3062, ch. des Quatre-Bourgeois
651-1423

Agent Direct
Lebeau Vitres d'Auto
(Voir annuaire téléphonique)

CLUB Multis points
CODES DU 18 MARS
21357242
64126425
37304712
57584120
Sans frais:
1-800-563-8688
plus de
3500 POINTS
offerts cette semaine dans
LE SOLEIL

UNIX
La gestion de réseaux en environnement Open View

Jean Martin, Hewlett Packard
Dans le cadre de la journée:
Interopérabilité avec UNIX,
Réseaux TCP/IP et UNIX sur micro-ordinateurs
Jeudi 25 mars, 8h30 - 17h
Auberge des Gouverneurs Radisson
50 \$ membres
65 \$ membres FIO et IEEE
90 \$ non-membres
Renseignements : 684-0248

RÉSULTATS
Tirage du 93-03-17
JEU DES CARTES
POSITIONS
JEU 1 5 9 J 2 A
MACHINE À SOUS
POSITIONS
JEU 2 7 7 7 7
GRANDE ROUE
POSITIONS
JEU 3 98 62 68
Banco Tirage du 93-03-17
3 4 6 7 8
10 12 15 25 35
39 40 43 49 51
55 57 62 65 68
Prochain tirage 93-03-18
T.V.A. le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LE MONDE



Menottes aux poignets et chaînes aux pieds, l'australien Oliver Gyarfas a comparu hier devant un tribunal fédéral à Waco. Gyarfas a vainement tenté d'obtenir une libération sous caution.

L'avis des conseillers d'Eltsine
Vite un régime présidentiel

(Reuter, AP, CP, AFP) — Les conseillers de Boris Eltsine le pressent d'instaurer un régime présidentiel très fort et d'éliminer ainsi l'opposition du Congrès des députés à ses réformes.

Le porte-parole de la présidence, Viatcheslav Kostikov, a précisé que ces conseillers jugeaient que Boris Eltsine disposait de tous les arguments moraux pour recourir à des « mesures extrêmement sévères ».

M. Eltsine, dont l'embarras est illustré par cinq jours de tergiversations, avait demandé à ses conseillers de l'aider à « définir quelle décision il est indispensable de prendre, douce, médiane, ou dure », selon le président cité par Interfax.

La constitution russe ne fait pas référence au « régime présidentiel » mais d'aucuns comprennent qu'il s'agit pour le président de gouverner le pays sans le Congrès des députés du peuple. Kostikov a toutefois ajouté qu'aucun des conseillers n'avait fait

mention de l'état d'urgence, dont l'imposition exige l'appui des militaires.

Le ministre de la Défense Pavel Grachev a répété hier que l'armée compte respecter la constitution.

Eltsine n'a pas signifié qu'il était prêt à suivre l'avis de ses conseillers parmi lesquels figure Yegor Gaidar, l'ancien premier ministre forcé par les conservateurs de quitter ses fonctions en décembre, mais il est d'ores et déjà sûr que les tensions politiques vont s'accroître.

Déjà en fin de journée hier, le président de la cour constitutionnelle Valery Zorkin a interrompu une visite aux États-Unis et retourné à Moscou à cause de la crise politique, a affirmé la télévision russe.

Eltsine s'est aussi réuni hier

avec les membres de son conseil de sécurité.

À Washington, la Maison-Blanche n'a pas exclu la possibilité de prolonger le sommet Clinton-Eltsine de Vancouver, a précisé le porte-parole George Stephanopoulos.

La ministre Barbara McDougall avait suggéré mardi que les chefs d'État du groupe des Sept se joignent aux deux présidents pour discuter de l'aide à la Russie.

D'autre part, Eltsine a réclamé hier une vaste réorganisation de la Communauté des États indépendants (CEI).

Plusieurs des pays membres de la CEI ont exprimé la crainte de voir la Russie revenir en arrière. L'appel d'Eltsine intervient à l'approche du prochain sommet de la Communauté prévu le 30 avril dans la capitale arménienne, Erevan.

Il a insisté notamment sur la nécessité d'un système de sécurité collective pour résoudre les conflits locaux dans l'ex-URSS.

De 20 à 30 Davidiens sont prêts à se rendre

WACO, Texas (AP, AFP) — Entre 20 et 30 membres de la secte des Davidiens seraient prêts à quitter le bâtiment de la secte près de Waco, au Texas, s'ils reçoivent des assurances sur le traitement réservé à ceux qui sont partis avant eux, a annoncé hier le FBI.

L'agent Rob Ricks a indiqué que ces personnes préparaient une liste comportant des questions d'ordre juridique qui sera soumise au FBI lors d'une nouvelle rencontre. Les membres de la secte souhaitent connaître le sort réservé à Kathy Schroeder et Oliver Gyarfas qui ont tous deux quitté la ferme des Davidiens vendredi dernier.

Le premier face à face entre les forces de l'ordre et deux membres de la secte avait eu lieu lundi, à la demande du FBI, mais le chef spirituel, David Koresh s'était dit « trop mal en point » pour y participer.

Kathy Schroeder et Oliver

Gyarfas sont encore détenus à titre de témoins matériels. Ils demandent leur libération.

Mme Schroeder a fait parvenir aux membres de la secte toujours retranchés une cassette dans laquelle elle les assurait que les autorités les avaient bien traités.

Selon Ricks, les négociations se concentrent de plus en plus sur les questions juridiques, notamment sur les poursuites qu'encourent les membres de la secte s'ils se rendent, ainsi que le lieu éventuel des procès.

Le FBI leur a également fait parvenir des cassettes de leurs familles dans lesquelles celles-ci les encouragent à se rendre.

La pilule abortive aux USA

PARIS (AFP) — La pilule abortive RU-486, fabriquée par les laboratoires français Roussel-Uclaf (groupe Hoechst), sera testée cliniquement dans deux mois aux États-Unis, a annoncé hier le quotidien Wall Street Journal Europe, sur la base d'une interview d'Edouard Sakiz, président de Roussel-Uclaf. Il s'agit d'un net revirement de la politique menée par Roussel-Uclaf, qui l'an dernier encore, sous l'administration du président George Bush, s'était refusé à introduire cette pilule sur le marché américain. La pilule pourrait être en vente à l'été 1994.

Une Kennedy ambassadrice

WASHINGTON (AFP) — Le président Bill Clinton a annoncé hier la nomination de Jean Kennedy-Smith, soeur de l'ancien président assassiné John Fitzgerald Kennedy, comme ambassadrice des États-Unis à Dublin. Clinton a annoncé la nomination à l'issue d'un entretien à la Maison-Blanche avec le premier ministre irlandais Albert Reynolds. Mme Kennedy Smith, âgée de 65 ans, est la huitième des neuf enfants de Joseph et Rose Kennedy. Elle succède à William Fitzgerald qui avait été nommé en juin 1992 par le président George Bush. Mme Kennedy-Smith est considérée comme l'une des plus discrètes des frères et sœurs Kennedy. Cette femme mince de 65 ans, aux cheveux grisonnants coupés courts et à la sobre élégance, avait involontairement fait la une des journaux il y a deux ans lorsque son fils cadet, William, avait été accusé, puis acquitté de viol. Son époux, Stephen Smith, un homme d'affaires est mort en 1990.

Le sang coule en Égypte

ASSIOUT, Égypte (AFP) — Dix intégristes musulmans, dont un chef de l'organisation Jamaa islamiya, et deux policiers, ont été tués lors d'affrontements hier à Assiout, en Haute-Égypte, au lendemain d'un attentat à la bombe au Caire revendiqué par cette organisation clandestine. Neuf policiers ont également été blessés lors de ces incidents, déclenchés par des opérations de ratissage des forces de l'ordre peu après minuit. Au total 35 militants ont été arrêtés, selon la police. La Jamaa islamiya a pour chef spirituel le cheikh Omar Abdel Rahmane, qui vit aux États-Unis.

La reine des vaches

ORDFORD, New Hampshire (AP) — Une génisse de six ans est entrée dans le livre Guinness des records pour avoir produit 26 700 litres de lait l'an passé, soit l'équivalent de 118 000 verres. Baptisée Tullando Royalty Maxima, cette génisse de race Holstein se trouvant dans une ferme d'Ordford, au New Hampshire, a pulvérisé l'ancien record détenu par une autre vache américaine qui avait produit 25 200 litres au cours de l'année 1975 à Rochester, en Indiana. Selon son propriétaire, le rythme de Maxima est de 55 litres par jour.

Un Canadien tue un Somalien

BELET HUEN, Somalie (PC) — Un soldat canadien a tué par balle, hier, un Somalien faisant partie d'un groupe qui tirait sur les soldats canadiens, a annoncé hier la capitaine Karen Mair, porte-parole militaire. Les casques bleus canadiens se tenaient près des véhicules de la Croix-Rouge lorsque la fusillade a commencé. Aucun Canadien n'a été blessé, a précisé la capitaine Mair.

Homosexuels exclus

NEW YORK (AFP) — Les Irlandais ont fêté hier la saint Patrick avec un imposant défilé haut en couleurs dans les rues de New York regroupant fanfares, porte-drapeaux, majorettes, enfants des écoles, pompiers et policiers d'origine irlandaise, mais sans les homosexuels, exclus de la fête, ni le maire de la ville, solidaire des gais.

ÇA SENT LE PRINTEMPS!

Du 12 mars au 10 avril, Place Ste-Foy se pare de mille et une fleurs multicolores!



LA MODE EN DIRECT - HOECHST ET LE JOURNALS

Cour centrale

Dans la cour devenue jardin, des mannequins affichent les couleurs de la mode printemps.

Cour Eaton

Les chapeaux fines fleurs de la mode saluent les bibis d'hier et ceux d'aujourd'hui.

Cour Holt Renfrew

Arrêtez-vous un instant et respirez la mode et ses plus belles fragrances.

Et en prime... le grand chic!

Vous pouvez vous procurer pour 35\$ seulement un magnifique foulard, créé exclusivement pour Place Ste-Foy, par le peintre de renom Claude A. Simard.

Il vous suffit d'effectuer vos achats dans les magasins de Place Ste-Foy d'ici au 10 avril, puis de présenter un total de 200\$ de preuves d'achats au kiosque de la cour Holt Renfrew.

PLACE



ÉDITORIAL

Le chemin de croix de Chrétien

Vivre avec le rapatriement unilatéral de la constitution sur la conscience depuis 1982 et revoir dans ses cauchemars la fameuse accolade avec Clyde Wells à la fin du congrès au leadership de 1990 ne suffisaient pas à Jean Chrétien.

Au moment où ses fidèles tentent de gagner le cœur des Québécois à la cause libérale, voilà qu'une autre tuile lui tombe dessus, comme si son chemin de croix ne devait jamais s'achever: Elijah Harper rejoint les rangs de son parti et brigue la candidature dans une circonscription du Manitoba. La boucle est bouclée: les deux tombeurs de l'entente du lac Meech se reconnaissent dans le programme du Parti libéral du Canada.

M. Chrétien s'étonne-t-il encore du malaise que ressent une majorité de Québécois envers son leadership? Les libéraux ont parfaitement conscience des risques qu'entraîne cette situation d'un chef mal aimé par sa propre base naturelle.

Selon un sondage publié hier dans le Globe and Mail — sondage qui répond à toutes les normes éthiques de la profession —, le PLC caracole en première place dans toutes les régions du pays sauf une, le Québec.

Toute chose étant égale, une élection qui se serait déroulée la semaine dernière aurait donné au Canada un gouvernement libéral vraisemblablement majoritaire fondé sur une domination outrageuse de l'Ontario.

Au Québec, le Bloc québécois aurait pris le contrôle de l'ensemble du territoire hors de Montréal et de l'Ouataouais, selon le jeu de la carte électorale, laissant ces deux régions aux libéraux. À 13% des intentions de vote, les conservateurs peuvent espérer sauver quelques plumes ici et là, mais sans plus. Jean Chrétien se retrouverait ainsi premier ministre du Canada sans l'appui du Québec.

Ce même sondage donnait la victoire aux conservateurs, par contre, si Mme Kim Campbell (ou même Joe Clark) remplaçait Brian Mulroney. Jean Chrétien a senti le besoin de rassurer son caucus et de raffermir son autorité en même temps, même s'il s'agit là essentiellement d'une question hypothétique fondée sur une mode dont tous ignorent si elle sera plus que passagère.

Pourtant, tout indique que la sourde inquiétude libérale repose sur des pressentiments qui risquent de se vérifier. En temps normal, l'état actuel de l'économie et des finances publiques et la déroute référendaire auraient suffi à renvoyer tout gouvernement dans ses pagages, surtout après deux mandats.

Les libéraux tentent de vendre goutte à goutte un programme de gouvernement. Les conservateurs, eux, semblent bien avoir choisi de commercialiser une nouvelle image de marque.

À l'époque de John Turner, le Parti libéral refusait tout engagement, ce que tous lui reprochaient amèrement. Il attendait que le gouvernement trébuche, ce qu'il n'a pas fait. Cette fois, le parti propose des orientations et veut se battre sur un contenu, encore qu'il ne soit pas nécessairement clair et limpide. Mais il appréhende l'avenir prochain.

Jean Chrétien vivra des sueurs et des grincements de dents d'ici la mi-juin. Ni son programme ni son équipe ne réussissent à gommer la sorte de péché originel qui entache son action politique aux yeux des Québécois nationalistes, qu'ils soient durs ou modérés.

Tant que le chef libéral ne manifestera pas le moindre remords sur ses attitudes et ses actions dans le dossier constitutionnel, tant qu'il refusera de s'adapter à une société qui a évolué depuis ses débuts en politique, dans les années 1960, il devra se résigner à demeurer le mal-aimé de ses compatriotes.

RAYMOND GIROUX

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:
ANDRÉ FORGUESDirecteur de l'édition:
MICHEL AUDET

LE PC REMONTE ?

PAS VRAI,
C'EST L'EAU
QUI BAISSE

Le Québec selon Christy McCormick

Il y a des fois où on se demande si on doit pleurer ou bien en rire, tellement ça paraît idiot.

Prenez par exemple la suggestion de l'éditeur de l'hebdomadaire anglo-montréalais *The Suburban*, Christy McCormick, qui propose une « solution idéale » au problème de l'affichage commercial à Montréal: unilinguisme français à l'est de la rue Saint-Laurent, bilinguisme entre Saint-Laurent et Atwater, libre choix à l'ouest d'Atwater.

« Chaque communauté se sentirait parfaitement en sécurité dans son secteur, tout en étant parfaitement libre de passer d'un à l'autre tant qu'elle respecte les règles », explique-t-il. Ça ne vous rappelle pas un peu les charmantes villes d'Afrique du Sud ?

En lisant ça, on se dit que M. McCormick a un sens de l'humour particulièrement développé. Vous savez, ce délicieux humour anglais. Mais à la relecture, on se rend compte qu'il est on ne peut plus sérieux.

Selon lui, « la communauté anglophone peut offrir (à la langue française) une meilleure protection que la culture française peut assurer d'elle-même (sic). Laissez à lui-même, le français serait exposé à une culture anglaise complètement indifférente, sinon hostile, qui ne lui témoignerait ni compréhension, ni sympathie ». Comme qui dirait, avec des amis comme ça...

Pressentant sans doute que des esprits chagrins comme le mien pourraient s'interroger sur la pertinence de sa suggestion, M. McCormick prend les devants. « Tout ça peut sembler naïf, écrit-il. Je reconnais que ça ne tient pas compte des réalités politiques (c'est lui qui souligne). C'est un rameau d'olivier que je tends, en espérant qu'il sera reçu dans le même esprit ». Là, évidemment, ça change tout.

Remarque, il n'y a pas si longtemps

Michel
DAVID

(en 1987), le premier ministre Bourassa lui-même jonglait avec l'idée des districts bilingues. Il s'était heureusement rendu compte que ça n'avait aucun bon sens et, à part l'éditeur de *Suburban*, plus personne n'en parle. N'empêche que le gouvernement semble bien déterminé à autoriser l'affichage bilingue d'une manière ou d'une autre.

Depuis quelques semaines, tous les partisans du bilinguisme invoquent un sondage Crop effectué à la fin de janvier, selon lequel 68% des Québécois (dont 64% de francophones) seraient tout à fait (46%) ou plutôt d'accord (22%) avec le principe de l'affichage bilingue. Ceux qui voient là un revirement dramatique de l'opinion publique devraient jeter un coup d'œil sur les sondages antérieurs: ils seront étonnés.

Ainsi, en janvier 1985, la même maison Crop constatait que 82% des Québécois et 80% des francophones étaient favorables au bilinguisme. Il y en avait même davantage en faveur du libre choix (19%) que de l'unilinguisme français (16%). Autrement dit, à en croire les sondages, il y a huit ans que la solution McCormick aurait pu être appliquée.

En fait, tous les sondages vous diront que sur un sujet aussi chargé d'émotivité que la langue, une simple nuance dans le libellé de la question peut orienter massivement les résultats dans un sens ou dans l'autre. Si la question fait allusion à la liberté d'expression, les chances sont très fortes

qu'une majorité sera favorable au bilinguisme; parlez du visage français du Québec et les mêmes personnes se prononceront pour l'unilinguisme.

L'an dernier, M. Bourassa comptait sur la « fatigue constitutionnelle » pour passer en douce une similitude de réforme du fédéralisme à la population. On sait ce que ça a donné. Vraisemblablement, il table sur la même lassitude pour régler le cas de la loi 101. Le réveil risque d'être aussi brutal.

S'il y avait un vote libre à l'Assemblée nationale, je suis convaincu que la majorité des députés libéraux préféreraient ne pas toucher à ça. La plupart anticipent d'ailleurs la reprise du débat linguistique avec l'enthousiasme du condamné qui monte à l'échafaud. A un an des élections, le PLQ n'a vraiment pas besoin de ça.

Si encore les libéraux étaient menacés de perdre le vote anglophone. Même pas. Selon le dernier sondage SOM-LE SOLEIL, le Parti égalité ne recueille plus que 7% des intentions de vote des anglophones. Et ce n'est pas avec un dinosaure comme Keith Henderson que ça va changer.

Franchement, je n'arrive pas à comprendre cet entêtement à vouloir assouplir encore une loi qui, à entendre M. Bourassa, était une nécessité vitale, il y a à peine cinq ans. Ça vaut la peine de rappeler ce qu'il disait, le 15 décembre 1988, quand la Cour suprême a décrété que l'article 58 allait à l'encontre de la liberté d'expression garantie par la Charte canadienne des droits:

« Le gouvernement du Québec est le seul gouvernement en Amérique du Nord qui possède un mandat populaire pour défendre et promouvoir la culture française. Si lui ne le fait pas, qui le fera? » Très bonne question en effet: qui le fera? Christy McCormick peut-être?

Votre Opinion

Soyez candidat !

En 1984, à Sept-Îles, lorsque je me suis présenté contre Brian Mulroney, j'ai déclaré: « Mulroney va être un désastre », mais la population ne m'a pas écouté... J'ai reçu 100 voix et Mulroney en a reçu 33 000.

Aujourd'hui, huit ans et demi plus tard, l'histoire prouve que j'ai eu raison. Mais l'important n'est pas que j'aie eu raison. Mais ai-je pu rétablir ce fait, que Mulroney allait être un désastre? Ce n'était pas un slogan de ma campagne électorale, c'était tout simplement la vérité.

J'ai seulement regardé quelles étaient ses motivations, ses raisons pour se présenter comme candidat et, dans son cas, cela fut suffisant pour conclure. Si ce qu'il avait à cœur avait été l'intérêt, les droits et les besoins de tous les individus, sans exception, je n'aurais même pas eu à me présenter, mais...

On va encore vous demander de choisir, très bientôt, parmi un très petit nombre d'individus; ne faites pas encore l'erreur de voter pour le moindre mal. Votez pour celui qui représente cette qualité chrétienne « d'agapè ». Et si aucun des candidats n'a ni la moralité ni les compétences requises,

faites ce que j'ai fait en 1984: soyez candidat vous-même! Sinon, quel droit auriez-vous de vous plaindre?

Raynald Rouleau
Alexandrie, E.-U.

Le Bic-Rimouski

Que de fois a-t-on entendu parler de ce fameux tronçon routier maintenant achevé entre Bic et Rimouski! A ma grande surprise lorsque j'ai eu à rouler sur cette route identifiée *autoroute 20*, j'ai rencontré du trafic dans le sens contraire toujours sur la même route, pour un instant je me suis cru sur la mauvaise voie.

Après quelques kilomètres, je me suis rendu compte que c'était une route améliorée semblable à la 185, la transcanadienne entre Rivière-du-Loup et Edmundston.

Le plus aberrant de toute cette histoire d'autoroute, c'est bien toute la publicité trompeuse de la part de certaines personnes, public de Rimouski et même le journaliste Ernie Wells qui se permet dans LE SOLEIL, de produire ses commentaires au sujet de cette route qui pour moi devrait s'appeler la 132 améliorée!

Que se passe-t-il du côté du ministère des Transports pour qu'on installe des panneaux de

circulation qui ne correspondent pas à la réalité? Est-ce la pression de hauts fonctionnaires frustrés d'avoir une demi-autoroute plutôt qu'une vraie, ou un sentiment d'infériorité géographique?

André Bernier
Rivière-du-Loup

De la pression

Récemment, un chroniqueur du SOLEIL écrivait que les groupes de pression en menaient large à Québec et qu'ils empêchaient tout développement. Il est indéniable que ces groupes ont un pouvoir sur le développement de la ville. C'est même souhaitable, mais ont-ils autant de pouvoir que ce chroniqueur le laisse croire?

Pour influencer le développement, les groupes de pression doivent convaincre l'opinion publique de la justesse de leur position. Ils le font par exemple, par l'entremise des médias. De ce fait, les médias influencent eux aussi l'opinion publique. Le but des groupes de pression est de défendre l'intérêt de leurs membres et le but des médias est d'informer la plus objective possible afin de défendre l'intérêt public.

Le chroniqueur nous dit, en

d'autres mots, que les groupes de pression réussissent si bien à défendre l'intérêt de leurs membres qu'ils nuisent à l'intérêt public. Est-ce à dire que les médias défendent mal cet intérêt public?

À Québec comme ailleurs, les groupes de pression ont parfois des effets bénéfiques et parfois des effets néfastes sur le développement. Si les médias étaient efficaces dans leur travail d'information, la population serait plus à même de juger l'action de ces groupes et pourrait ainsi influencer le résultat. Le chroniqueur du SOLEIL devrait réfléchir à cela avant de faire porter aux groupes de pression la responsabilité du mauvais développement de Québec.

Louis Bélanger
Québec

L'essouchage

(Lettre à M. Raymond Giroux, éditorialiste)

Votre éditorial du 5 février, « L'heure d'essoucher le Québec », a démontré votre fixation malade sur Trudeau et votre capacité de voir la paille dans l'œil des autres.

Dans la première moitié de l'éditorial vous faites ressortir plusieurs éléments pertinents à une compréhension du phénomène

de résistance à l'intégration des autres.

Puis vous ressuscitez le démon Trudeau, l'omniprésent, la source même du problème. Pour vous il sert de médium pour transférer la responsabilité, pour blâmer le multiculturalisme et les « communautés culturelles de plus en plus revendicatrices ».

Essoucher le Québec? Point de vue! Il y a trop de souches différentes, enracinées et enrichissantes. Il nous faut plutôt un programme d'exorcisme.

Pour exorciser le démon Trudeau de l'esprit des journalistes: pour exorciser l'idée même qu'il y a des Québécois vrais et des moins vrais; pour exorciser, comme vous dites les « vieux fantasmes de pureté ethnique »; pour exorciser la classification temporelle des Québécois en arrivants d'avant Cartier et les autres, et nous exorciser, surtout, de ces élites qui prêchent la différence, l'intolérance, et l'exclusion.

Peter Jacobs
Cap-Rouge

Après la bataille

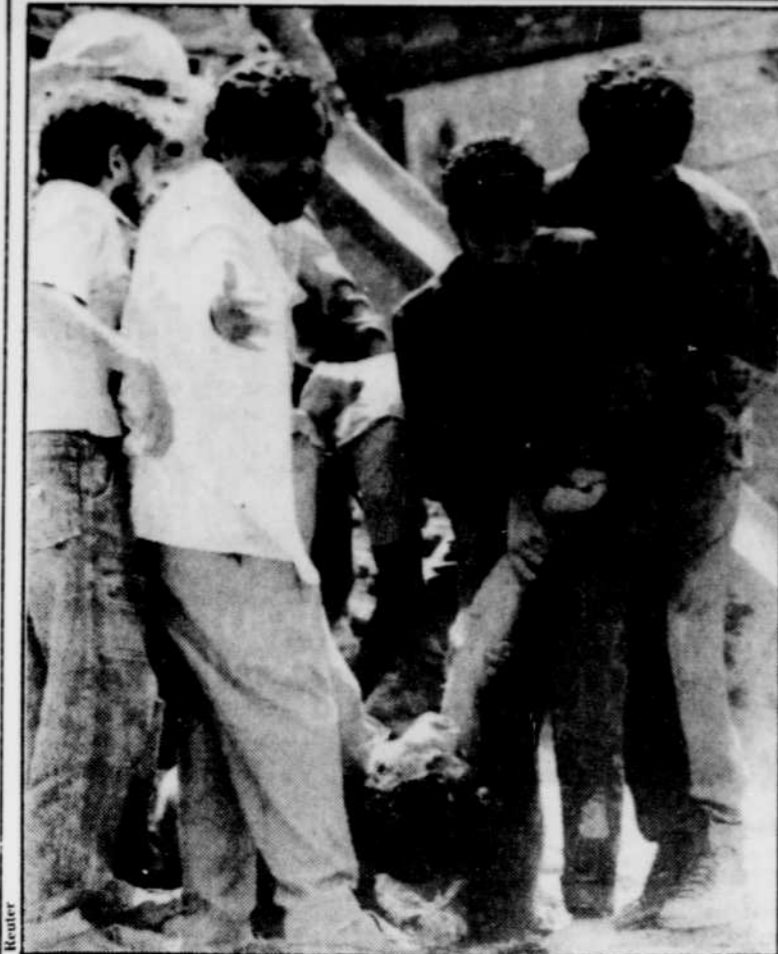
Combien de Saint-Clément nous faudra-t-il? Le sort en est jeté! Après deux mois d'héroï-

que résistance, la justice des puissants et des sans-cœur de gouvernants actuels a eu raison d'une population qui ne demandait que le respect de sa dignité, un simple bureau de poste à côté de l'église paroissiale et de l'école villageoise!

Il y a de quoi ne rien comprendre à cette obstination dans la bêtise! Nos régions se vident de leur jeunesse, de leurs services traditionnels, de leurs symboles d'occupation du territoire (bureau de poste, église, école). Combien de Saint-Clément faudra-t-il encore pour que se leve une solidarité régionale? Combien de manifestations pour que le reste du Québec comprenne que tous ont droit d'occuper ce pays des régions où vivent tant de nos pionniers et leurs descendants?

À vouloir détruire les forces vives des régions excentriques, ne court-on pas au suicide de tout un peuple? Le comportement éhonté de nos gouvernants qui ont refusé de se mouiller dans le contentieux du bureau de poste de Saint-Clément m'apparaît significatif du peu de sensibilité de nos hommes publics.

Emmanuel Rioux
Trois-Pistoles



Victime dégagée

Des secouristes ont dégagé hier l'une des personnes tuées par l'explosion d'une bombe de forte puissance à Calcutta. Au moins 60 personnes ont été tuées et une centaine d'autres ont été blessées à l'aube, hier, quand la bombe a ravagé deux immeubles, quelques jours après la série de 13 attentats à la bombe qui avait fait près de 300 morts et un millier de blessés vendredi à Bombay. Aucune revendication n'a été formulée dans l'immédiat et la police ignore s'il y a un lien entre les attentats de Bombay et celui de Calcutta.

La Corée du Nord accepte de discuter avec les USA

SÉOUL (Reuter) — La Corée du Nord, soupçonnée de se doter d'un important arsenal nucléaire, a accepté de discuter avec les États-Unis à l'issue des manœuvres de troupes américaines et sud-coréennes.

Les manœuvres prennent fin aujourd'hui, mais une première rencontre informelle de discussion a eu lieu hier à Beijing. L'ambassade des États-Unis à Beijing a proposé aux responsables nord-coréens de discuter de la décision prise par Pyongyang la semaine dernière de se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), a-t-on précisé de même source. La Corée du Nord a affirmé qu'elle préférerait se retirer du TNP plutôt que d'accepter de laisser inspecter deux sites soupçonnés de fabriquer des armes atomiques.

Des diplomates américains ont rencontré des homologues nord-coréens hier à Beijing, a confirmé le port-parole du département d'État Richard Boucher. « Nous avons demandé cette entrevue », a déclaré Boucher, se refusant à commenter l'entretien auquel ont participé, a-t-il dit, les conseillers politiques des ambassades américaine et nord-coréenne dans la capitale chinoise. Cette rencontre est la première depuis une réunion en décembre dans le cadre des contacts réguliers entretenus à Beijing entre la Corée du Nord et les États-Unis, qui n'ont pas de relations diplomatiques.

L'enclave serbe reste totale

SARAJEVO (AFP, Reuter, AP) — Le général français Philippe Morillon, commandant des forces de l'ONU en Bosnie, a déclaré hier soir que les Serbes, en dépit de leurs promesses, « n'ont pas quitté les environs » de l'enclave musulmane de Srebrenica et bloquent toujours l'arrivée d'un convoi de vivres.

Le général Morillon, qui se trouve depuis jeudi dernier à Srebrenica, a fait cette déclaration en direct à la télévision française.

Les Serbes « se rapprochent des collines qui dominent la ville et prennent prétexte que les forces bosniaques n'ont pas arrêté leur offensive. Je peux vous dire que c'est faux: les Bosniaques n'attaquent plus et ne sont pas en mesure de le faire », a-t-il ajouté, précisant qu'il attendait pour aujourd'hui l'arrivée d'un convoi humanitaire « qui devrait quand même permettre de soulager les femmes, les enfants et les réfugiés, dont certains n'ont pas mangé depuis une semaine ».

Par ailleurs, Lyndall Sachs, représentante du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) à Belgrade, a annoncé que le comman-

dement serbe avait autorisé deux convois d'aide humanitaire de l'ONU à franchir la frontière serbe pour pénétrer en territoire bosniaque. Ces convois sont destinés aux villes de Goradze et de Sarajevo.

En dépit des efforts du président serbe Slobodan Milosevic pour obtenir la levée du blocus, les Serbes de Bosnie continuent à interdire le départ du convoi pour Srebrenica s'il est accompagné de son escorte militaire. « Le convoi

est toujours bloqué là, à Mali Zvornik », a déclaré Sachs.

Les routes qui mènent à l'enclave de Srebrenica, où 60 000 personnes se sont réfugiées, sont coupées depuis le mois de décembre.

Cinq avions-cargos C-130 américains ont parachuté dans la nuit de mardi à mercredi plus de 34 tonnes de vivres et environ une tonne de matériel médical sur le village de Gabela, situé à huit km à l'est de Srebrenica, a annoncé le commandement de l'armée américaine en Europe. D'autres parachutages ont eu lieu la nuit dernière.

Décision de l'OTAN

Par ailleurs, l'OTAN a adopté

hier le principe de l'envoi de soldats en Bosnie pour faire respecter un éventuel accord de paix conclu sous l'égide des Nations unies sans toutefois résoudre la question du commandement de cette force.

Si le plan de paix des médiateurs David Owen et Cyrus Vance était accepté par les Serbes, les Croates et les Musulmans, il faudrait que la force, qui compterait au moins 50 000 hommes, soit déployée dans les trois jours suivant la signature.

Les États-Unis souhaitent que l'OTAN commande ces unités, tandis que la France, qui ne fait pas partie du commandement militaire intégré de l'Alliance, préconise les Nations unies.

Un grand fumeur commence jeune

CHICAGO (AP) — Les écoliers qui commencent à fumer avant l'âge de 12 ans ont beaucoup plus de risque que les autres de devenir par la suite de grands fumeurs, selon une étude médicale publiée hier dans le Journal de l'Association médicale américaine.

« Ceci montre que les jeunes enfants sont plus vulnérables au tabagisme. Dès le moment où ils grandissent et se rendent compte des conséquences du tabagisme, ils sont déjà dépendants », estime le Dr Luis G. Escobedo, épidémiologiste au Centre de contrôle des maladies (CDC) à Atlanta et directeur de l'étude.

Ainsi, 42 % de ceux qui ont commencé à fumer à 12 ans ou avant sont devenus de gros fumeurs, contre un pourcentage de 29 % pour ceux qui ont commencé à 13 ans ou plus. Dans l'ensemble, 72 % des quelque 11 000 enfants américains interrogés en 1990 ont fumé au moins une cigarette et 32 % sont de fumeurs réguliers ou occasionnels. Ces derniers sont ceux qui fument moins de cinq cigarettes par mois.

L'attentat contre le World Trade Centre Deux des suspects sont inculpés

NEW YORK (Reuter, AFP) — Deux Palestiniens, Mohammed Salameh et Nidal Ayyad ont été inculpés hier dans le cadre de l'enquête sur l'attentat du World Trade Centre de New York.

D'autre part, trois Arabes soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat ont quitté précipitamment les États-Unis moins de deux jours après l'arrestation le 4 mars du principal suspect Mohamed Salameh, rapporte le Wall Street Journal.

spirituel d'intégristes musulmans aux États-Unis et en Égypte. Salameh, Ayyad et Elgabrownny fréquentaient sa mosquée.



ABDEL-RAHMAN

Le cheikh a 10 jours pour faire appel. Un juge de Newark a autorisé son extradition après que les services de l'immigration eurent fait valoir que le cheikh avait oublié de signaler qu'il était polygame et qu'il avait été trouvé d'avoir falsifié un chèque en Égypte en 1987.

Le quotidien cite un des enquêteurs. Les trois hommes, écrit le journal, étaient munis de faux passeports. Ils se sont rendus à l'aéroport de New York-JFK et ont pris le premier avion en partance pour l'étranger.

Ils voulaient prendre un avion pour l'Europe, mais il n'y avait plus de place. « Ils ont alors demandé à l'employé de leur donner une place dans le premier avion qui les emmènerait hors du continent nord-américain », a dit l'enquêteur.

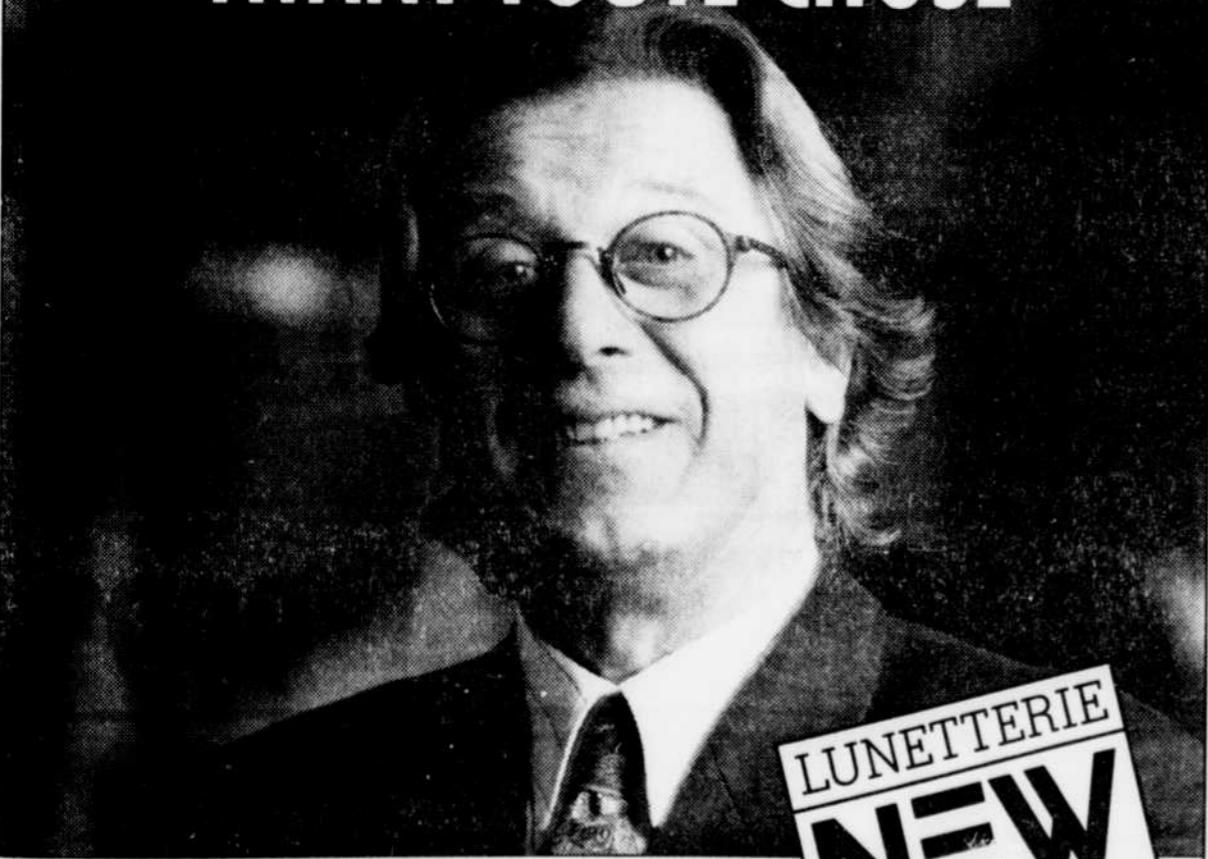
D'autre part, la Port Authority de New York et du New Jersey, propriétaire du World Trade Center, a indiqué hier que les premiers locataires de la tour numéro deux, la moins touchée par l'explosion, pourront réintégrer leurs bureaux dès aujourd'hui.

Les trois Arabes ont donc pris un avion pour l'Afrique du Sud. L'un d'eux est apparemment un chauffeur de taxi de New York, Mahmoud Abouhalima. Il est présumé être un proche de Salameh. Abouhalima, une fois arrivé en Afrique du Sud, a pris en avion pour l'Allemagne, d'où il se serait rendu au Pakistan.

Extradition autorisée

D'autre part, les services d'immigration américains ont autorisé l'extradition du controversé cheikh Omar Abdel-Rahman, considéré comme le chef

LA QUALITÉ AVANT TOUTE CHOSE



Chez Lunetterie New Look, la qualité des produits et services est une priorité. Le 2 pour 1 s'applique sur tous les produits en magasin sans exception, incluant les plus grandes marques: RODIER, GAP, BIANCO, FENDI, FAÇONNABLE, MCM, etc.

Évitez les intermédiaires; Lunetterie New Look importe et distribue elle-même tous ses produits et possède ses propres laboratoires et centres de traitement de lentilles. Examen de la vue sur place par des optométristes. Nous acceptons également les prescriptions de l'extérieur.

LA PLUS IMPORTANTE ENSEIGNE QUÉBÉCOISE DE L'OPTIQUE.

La T.P.S. ne s'applique pas à l'achat de lunettes sur prescription.

DEUX PAIRES DE LUNETTES COMPLÈTES, VERRES ET MONTURES, POUR LE PRIX D'UNE.

QUÉBEC 1100, rue Beauvoir 622-4224	SAINTE-FOY Place de la Cité 654-1492	LÉVIS 95, Route Kennedy 833-1131	ÉGALEMENT À	MONTREAL	ROSEMONT	DRUMMONDVILLE	CHICOUTIMI
QUÉBEC Place Fleur de Lys 529-2141	LORETTEVILLE 597, rue Racine 843-6542	MONTMAGNY 57, Boul. Tache 248-8383	LAVAL	VILLE ST-LAURENT	VICTORIOVILLE	ALMA	Place du Raysame
QUÉBEC CENTRE-VILLE 699, boul. Charest Est 523-4958	ST-GEORGES DE BEAUCÉ Place Centre-Ville 226-0202	GREENFIELD PARK	POINTE-CLAIRE	SHERBROOKE	ST-HYACINTHE	RIMOUSKI	Conseilur Alma
	POINTE-AUX-TREMBLÉS	TROIS-RIVIÈRES			ST-JÉRÔME	GATINEAU	La Grande Place

PÊCHEZ CAMPEZ CHASSEZ DÉMARREZ

Illustrations: un canot, un véhicule tout-terrain, un fusil, un moteur hors-bord.

AU SALON CAMPING, PLEIN AIR, CHASSE ET PÊCHE DE QUÉBEC

- Choisissez parmi le meilleur choix d'équipements de pêche, de chasse, de camping et de plein air!
- Assistez aux ateliers et bénéficiez de conseils sur la pêche, la chasse et le plein air.
- Admirez les nouveautés: V.T.T., embarcations et bateaux de pêche.
- Réservez vos voyages de chasse et pêche ainsi que vos vacances en famille chez les pourvoyeurs.
- Faites vos preuves aux trois stands de tir: carabine à air, arc et simulateur de tir au pigeon d'argile.
- Voyez des démonstrations de kayak et de plongée sous-marine.
- Pêchez la truite avec le Casting Club de Québec.

Assistez aux spectacles d'oiseaux de proie!

Dès aujourd'hui et jusqu'à dimanche! PAVILLON DE L'AGRICULTURE ET DE LA JEUNESSE

Jeu. de 17h à 22h; ven., de midi à 22h; sam., de 11h à 22h; dim., de 11h à 18h
Adultes 7 \$; Étudiants et troisième âge 5,50 \$; Enfants (de 6 à 12 ans) 3 \$; Familles (2 adultes et 2 enfants) 16 \$ (Toutes taxes incluses)

Les Salons des Sportsmen
Salons Nationaux des Sportsmen au Canada (1989) Ltd.



DES PRIX EXCEPTIONNELLEMENT BAS

C'EST LE MOIS DES Familiales

SUR TOUT
aucun comptant
aucun paiement
aucun intérêt

GAGNEZ**
des bons d'achats
de 1000\$, 100\$ ou 50\$

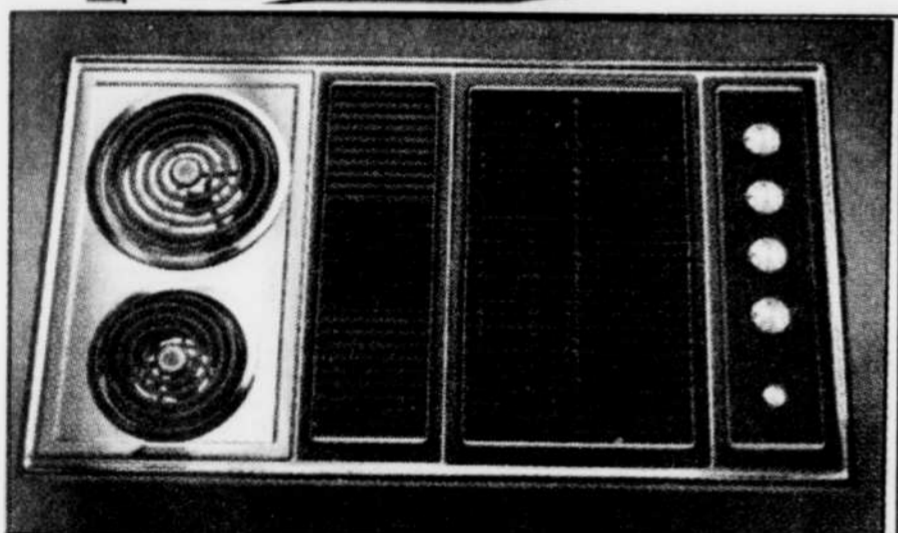
Écoutez **CRC** à 8 heures 10
tous les matins
du lundi au vendredi



098954
Réfrigérateur 18 pi cu
Amana
4 demi-clayettes
ajustables en verre
Disponible avec
poignées blanches
seulement
Porte réversible et
texturée

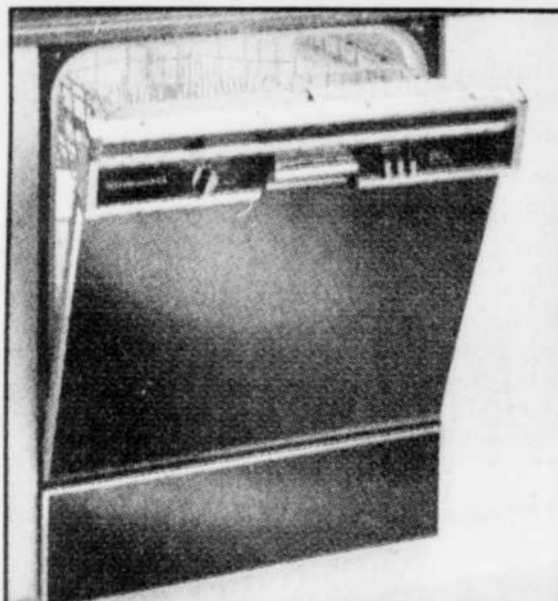
Amana
899⁹⁵

COMMENCEZ
À PAYER LE
12 SEPTEMBRE
93*



112750
Plaque de cuisson
semi-convertible
Avec grill
Système de
ventilation
Nettoyage facile
Contrôle sur le côté
2 éléments inclus

599⁹⁵



114058
LAVE-VAISSELLE ENCASTRÉ
KitchenAid

Le système de triple filtration en exclusivité. Le lavage à plusieurs niveaux "Sure-Scrub" en exclusivité. Système de séchage à air "Flothru". 25 années de garantie complète pour la porcelaine "TriDura" de la cuve et contrepartie.

739⁹⁵

REMISE
ADDITIONNELLE
DU FABRICANT
50\$



114087
RÉFRIGÉRATEUR
18,1 pi cu
Whirlpool

- 3 clayettes en verre trempé
- Disponible avec poignée blanche ou noire

849⁹⁵

105317
CUISINIÈRE 30 po
Whirlpool

- Tableau de contrôle électrique
- Aussi disponible en noir sur noir

699⁹⁵

**SERVICE
QUALITÉ
GARANTIE**

**NOUS AVONS
LES MARQUES
LES PLUS
PRESTIGIEUSES
DE L'INDUSTRIE
DE L'ÉLECTRO-
MÉNAGER**

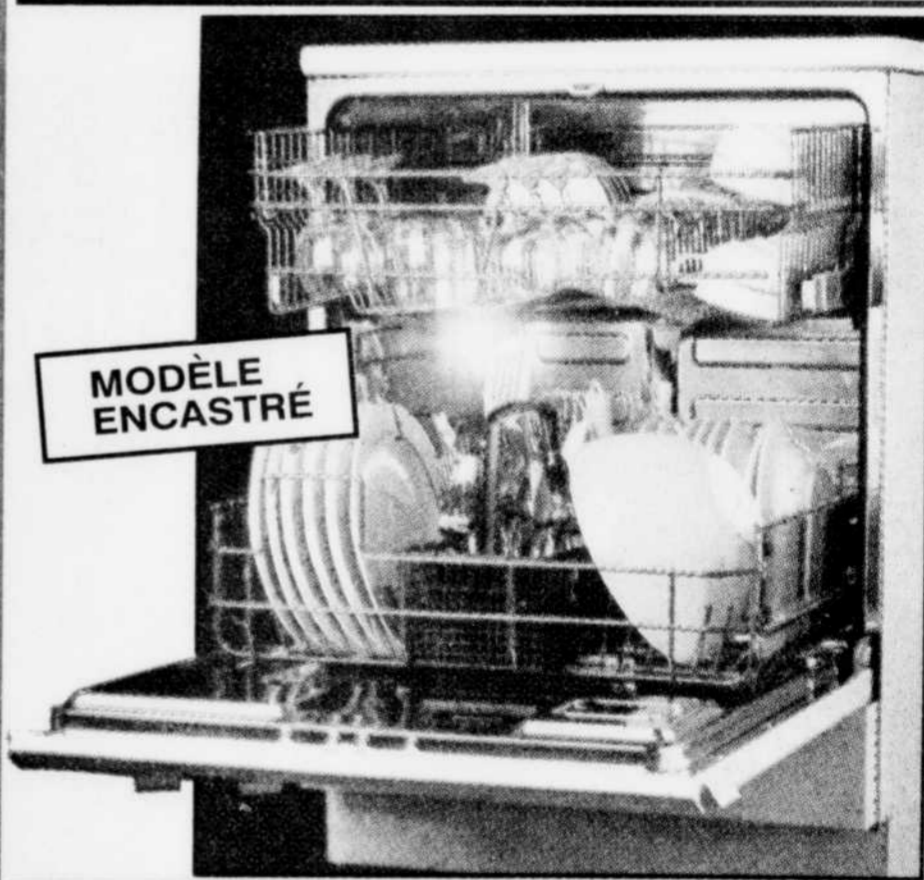
- GENERAL ELECTRIC
- AMANA
- MODER MAID
- DACOR*
- ASKO
- SMEG
- SUB-ZERO*
- THERMADOR*
- WHIRLPOOL
- KITCHENAID
- FRIGIDAIRE
- KELVINATOR
- McCLARY
- BEST*
- CREDA*
- GENERAL FREEZER



093862
Lave-vaisselle encastré
General Electric

9 cycles
Filtre autonettoyant
Panneau noir, blanc ou
amande

599⁹⁵



MODÈLE ENCASTRÉ

107860 **Lave-vaisselle encastré**
ASKO Ultra silencieux. Intérieur en acier inoxydable. Panneau de contrôle noir. Panier en nylon et graphite. Système de filtration triple. Disponible en blanc

999⁹⁵

MOI, MA FAMILLE ACHÈTE CHEZ

OUVERT LE DIMANCHE
12 h à 17 h

SAUF POINTE-AU-PÈRE

** Règlements disponibles en magasin. Les personnes désignées seront rejointes et devront répondre correctement à une question d'aptitude en mathématiques avant d'être déclarées gagnantes.



Cartes de crédit acceptées.
* Sous réserve de l'approbation du service de crédit. Ne payez que les taxes de vente. Certains frais administratifs peuvent être crédités au moment d'un paiement comptant.

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE!

LÉVIS:
5720, boul. Étienne-Dallaire
(angle Kennedy)
833-4511

BEAUPORT:
535, boul. Ste-Anne
667-6282

LES SAULES:
Carrefour Les Saules
5150, boul. l'Ornière
871-4411

TROIS-RIVIÈRES:
2200, boul. des Récollets
(819) 373-1111

POINTE AU PÈRE:
822, boul. Ste-Anne (route 132)
COMTE DE RIMOUSKI
725-4411

LIVRAISON ET SERVICE:
QUÉBEC: **847-4411**
TROIS-RIVIÈRES: **(819) 373-1111**
RIMOUSKI: **725-4411**